LE PEUPLE BRETON
N° 435/ 20 F
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
MEURZH/MARS 2000

LE PEUPLE BRETON

ERIKA
ST-AUBIN-DU-CORMIER
DECHETS NUCLEAIRES...



BRETAGNE POUBELLE ?

L'INVITÉ



Roger Gicquel

EXCLUSIF :
DANS CE NUMÉRO
SHARON SHANNON

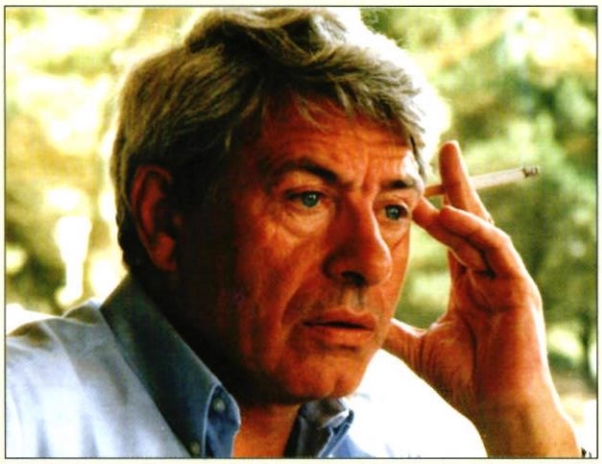
POBL VREIZH

Gilles Servat ou la tradition vivante

Celui-là c'est un pilier. Il en a la carrure, il en a l'esprit et la constance. Dans une équipe de rugby, le pilier c'est celui qui pousse, qui résiste, qui tient la mêlée, un individuel sans carte qui joue collectif, qui s'arc-boute en première ligne. C'est d'ailleurs un sport qu'il affectionne, d'autant plus que les historiens du rugby, comme Jean Lacouture, situent son origine en Bretagne. Virile jusqu'à l'excès, la "soule" se pratiquait au 15e siècle et Emile Souvestre racontait une partie que livra un certain François de Pontivy. Voilà déjà que la tradition nous rattrape. Celui-là, Gilles Servat, est donc pilier, chêne à druides, menhir, colonne de monument à ciel ouvert. On peut compter sur ce membre éminent de l'équipe de Bretagne qui enflamme les cœurs mais sans le feu et sans le fer. Son chant depuis les années 70 raconte l'histoire d'un pays sorti de la honte qui lui était infligée, les victoires morales d'un peuple debout face à ceux qui prétendaient le soumettre par l'ignorance, dressé contre l'injustice et la violence économique et sûr qu'un jour sa volonté sera faite, comme c'est le cas pour les amis écossais dans leur nouvelle autonomie.

Avec son nouveau disque, à paraître en ce début de mars 2000 (1), Gilles réussit son 23e essai, l'un de ses plus beaux disques avec "Mad in Sérénité" couronné en 1988 par l'Académie Charles Gros et le Conseil régional de Bretagne. Mais combien d'autres en a-t-il marqués avec ses partenaires du chant et de la musique celtiques ? En fait, bien entraînée par un Jakez Bernard aux allures de talonneur, c'est une équipe internationale de la tradition vivante, basée sur les "fondamentaux" comme disent les rugbymen, qui gagne avec lui en Celtie. Les références, les terrains de jeux sont à Locoal Mendon, Dublin, Glasgow, Quimper,

... Le soldat Le Fur mordant la boue du camp de Conlie en 1870 est célébré au même titre que le soldat perdu de la Guerre de Sécession rencontrant l'amitié d'une créole. La magnifique chanson



"Marv eo ma estrez" due à un paysan anonyme que Servat relaie après l'avoir entendue par Stivell est soutenue par un orchestre à cordes irlandais au service d'une bombarbe poignante.

"La tradition n'est pas vieille et n'est pas un souvenir. Elle est actuelle ou morte. La tradition est vivante en Bretagne. Transmission sans cesse actualisée..." dit Gilles en introduction d'un chant traditionnel dans la forme et dans l'esprit qu'il a écrit en vannetais : "Ar plac'h a garan me". Écoutant cette chanson, la parole universelle du poète arabe Khalil Gibran m'est revenue :

"Le poète est à la fois le père et la mère de la langue. Celle-ci avance quand il progresse, et s'arrête quand il stagne, et s'il meurt, elle s'assoit près de sa tombe, à pleurer et se lamenter, jusqu'à ce que passe un autre poète qui la prend par la main.

Mais si le poète est le père et la mère de la langue, le traditionaliste quant à lui tisse son linceul et creuse sa tombe.

Par poète, j'entends tout inventeur fût-il grand ou petit..." (2).

Ce nouvel album de Servat, "Comme je voudrai", apporte dans l'urgence son cri contre l'Erika et son affréteur "qui ont souillé les rivages de l'enfance et le sable de nos mémoires". Cette chanson est donc bien dans sa ligne de conduite : "Je chanterai ce que je voudrai. Et dans la langue que je voudrai." Proclamation qui paraît superflue puisque ce barde n'en a toujours fait qu'à sa tête, en en payant le prix ou en en récoltant les fruits. Mais je pense utile aujourd'hui qu'il enfonce le clou de la question. "Où nous entraîne la haine ?" et en même temps qu'il commence à se réjouir parce que "Tregont ble zo", il y a trente ans, on ne pouvait imaginer les progrès de l'enseignement de la langue bretonne et, qu'on la pratique ou pas, la haute affirmation de notre identité culturelle. Cela dit, et c'est une autre question de Gilles, politique elle aussi, "Peut-on compter sur ceux qui méprisent les autres langages pour lutter contre le racisme ?"

Dernière heure.... Cette fois la bonne nouvelle n'est pas seule, un autre pilier de la musique en Bretagne, Myrdhin, qui fait sonner le cristal et le quartz de sa harpe à travers le monde, figure parmi les meilleurs artistes nominés dans la catégorie "World music" aux fameux Grammy Awards 2000 américains pour le disque "Release" de son groupe Afro Celt Sound System.

Roger Gicquel

(1) Colombia - 7 mars 2000
(2) Merci à Véronique Perennou de Dastum pour la transmission de ce texte de 1923.

Souscription

Comme l'indique notre couverture, les menaces s'accumulent sur l'avenir breton. Après la Bretagne «réserve d'Indiens» des années soixante, voici la Bretagne-poubelle ! Il va falloir lutter. Et dans cette lutte, le PB sera essentiel pour faire entendre sa protestation. Merci de nous donner les moyens nécessaires pour être la voix du peuple breton.

Alain Tassel, Sant Brieg, 40 F ; Roger Le Guellec, Sant Brieg, 40 F ; Mickaël Floc'h, Scaër, 40 F ; Jean Guiffan, Nantes, 50 F ; Jean Corcuff, Pont-L'Abbé, 50 F ; Michel Genin, Roazhon, 67 F ; Ronan Carmoy, Malakoff, 20 F ; Paul Le Meur, Brest, 10 F ; Lucien Cevaer, L'Hôpital Camfrout, 50 F ; Jean Menguy, Saint-Brieuc, 10 F ; Michel François, Besne, 100 F ; Yves Jardin, Douarnenez, 100 F ; Paul Guegueniat, Saint-Yvi, 120 F ; Marcel Marc, Coueron, 20 F ; Robert Le Coz, Pouldergat, 10 F ; Yves Riou, Notre-Dame des Landes, 100 F ; Jean-Pierre Salaün, Orsay, 40 F ; Gildas Guillo, Guichen, 40 F ; Bernard Jacolot, Plouzané, 50 F ; Henri Canevet, Pont-L'Abbé, 40 F ; Ary Broussillon, Petit Bourg, 70 F ; Joseph Jézéquel, Pleumeur-Bodou, 50 F ; Emile Tanneau, Saint-Brieuc, 30 F ; Noël Hily, Gien, 40 F ; Patrick Renaud, Bains-sur-Oust, 40 F ; Jean-Michel Derrien, Dangy, 100 F ; Gwaldus Busson, Vains, 30 F ; Claude Cabon, Plouzané, 20 F ; Pierre Talarmin, Brest, 20 F ; Frédérique Nédellec, Brest, 20 F ; Jean-Yves Hémon, Rauzan, 20 F ; Joseph Glinec, Brest, 10 F ; Guy Le Scoul, Larmor-Plage, 40 F.
TOTAL mois : 1.487 F. Total année 2000 : 4.277 F.

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH

Mensuel - BP 203, 56102 Lorient cedex

Tél. 02.97.21.21.82

Fax 02.97.64.75.47

Responsable de la publication : Joël Guégan

Responsable de la rédaction : Ronan Leprohon

Rubriques culturelles : Jean-Jacques Monnier

Responsable de la diffusion : Jean-Yves Drillet

Abonnements, administration : 9 rue Pinot Duclos, 22000 St-Brieuc. Tél-fax 02.96.61.54.11

Publicité : au journal

Éditeur : Les Presses Populaires de Bretagne

Composition, impression : IMPRAM, Lannion

CPAP : 66132

Dépôt légal : 1er trimestre 2000

Sommaire



Solidaires. Il faut que les Bretons soient solidaires. Les combats que nous devons mener rendent nécessaire cette cohésion bretonne. Nous devons être solidaires des gens du littoral sud, agressés par l'Erika (et cette saleté est sans doute cancérigène, comme le disait l'UDB dès le 1er février). Nous devons être solidaires des gens menacés dans les zones granitiques par les projets d'enfouissement nucléaire. Solidaires aussi avec ceux qui militent pour notre histoire à Saint-Aubin-du-Cormier ou notre unité en Loire-Atlantique.



Ce numéro du PB essaye, à sa manière, d'illustrer la complémentarité des combats.

Le combat culturel contre la désinformation (pages 2 et 3).

Le combat pour la réunification de notre pays (pages 4 et 5).

Le combat qui commence contre les projets insensés du gouvernement en matière de déchets nucléaires (pages 6, 7, 8 et 9).



Appel à manifester à Saint-Aubin-du-Cormier (page 9).

Refus des propositions gouvernementales sur Diwan (page 9).

Souci de l'environnement, à Milizac (page 11) : les chantiers ne manquent pas pour l'engagement breton et nous vous informons.

L'étranger, c'est la menace brune en Autriche et ailleurs (pages 13, 18 et 19) mais aussi de bonnes nouvelles du Pays de Galles (pages 20 et 21).



Nos pages culturelles vous promèneront d'Irlande (pages 22 et 23) en Galles (page 31) sans oublier, bien sûr, la Bretagne (page 32).

Bonne lecture à tous.

Ronan Leprohon

Le crédit-photo de couverture : Roger Gicquel : D.R.
Déchets nucléaires à Brennilis : Bétermin/Andia.

DÉBAT "LA BRETAGNE EST L'ENDROIT
Ce mois-ci : le Courrier des lecteurs

Le 8 septembre dernier, notre (grand) confrère «Télérama» publiait une critique du film «Brezhoneg 'lein o fenn» de Soazig Danielou. Critique signée Michel Daubert, par ailleurs responsable du courrier des lecteurs de «Télérama». Et ce détail a son importance. En effet, comme cette critique s'achevait par une bien désagréable mise en cause de Diwan, sans grand rapport avec le film, les protestations fusèrent et «Télérama» publia deux extraits de lettres (dont une de notre camarade Yves Jardin), mais aussi une violente attaque (courageusement signée d'initiales) appelant à la «vigilance» dans le «contexte revivaliste (sic) de la culture bretonne».

Et depuis, «Télérama» rivalise avec «Charlie-Hebdo» dans l'exploitation de ce filon et l'attaque systématique de la «cause bretonne». Tout y passe, de la lettre de Françoise Morvan (et d'un «groupe de lecteurs» (sic) insinuant que notre ami Yves Jardin serait un dangereux révisionniste en passant par une mise en cause très tendancieuse d'une TV-Breizh qui n'a pas encore émis une minute et cela continue, assez régulièrement, toujours dans le même sens.

Ce qui est gênant, c'est que les lecteurs (et souvent amis) de «Télérama» qui écrivent pour dire leur lassitude ou leur colère sont régulièrement tenus à l'écart de la rubrique de Michel Daubert. «Ça va mieux en le disant» (sic) ! Laquelle, en revanche, accepte – et ce n'est pas anodin – de donner la parole au fiston de Mordrel, que le mouvement breton a rejeté dans son immense majorité, il y a plus d'un demi-siècle. Décidément, on est en pleine actualité «revivaliste»...

Ici, au PB, on a suivi ça avec effarement. Comment un titre aussi prestigieux dans le milieu culturel que «Télérama» peut-il faire preuve d'une telle partialité ? Faut-il que le national-souverainisme qui inspire certains intellectuels britto-parisiens soit influent pour égarer une rédaction que bon nombre d'entre nous considérions comme une référence culturelle ! Face au grand nombre de lettres que nous avons reçues à ce sujet, il n'était pas, techniquement possible de les publier toutes. Ni même de les citer intégralement, car l'indignation donne parfois les mêmes accents à ceux qui écrivent. Néanmoins, et sans doute pour la dernière fois sur le sujet, nous vous en proposons quelques extraits, inédits ou même parfois déjà évoqués dans notre confrère l'hebdo «Breizh-Info».

Ronan LÉPROHON

✦

Prenant prétexte de la mise en cause du linguiste Roparz Hémon dont le nom a été donné à un des collèges Diwan, Mme Françoise Morvan et un certain nombre de ses amis ont fait paraître une lettre dans «Télérama» pour reprocher à un militant de l'UDB qui s'était exprimé dans un numéro précédent de contribuer, je cite, à la «banalisation de la pire idéologie».

Les lecteurs de «Télérama» ont le droit de savoir que le militant de l'UDB en question est une des chevilles ouvrières depuis vingt ans, du festival de cinéma des minorités de Douarnenez dont la dernière édition était consacrée au cinéma du yiddishland. Les lecteurs de «Télérama» ont le droit de savoir que Mme Françoise Morvan n'ignore rien de cela puisqu'elle est intervenue, ainsi que M. André Markowicz, cosignataire de la lettre, à l'occasion d'un débat organisé (à) ce festival. Lorsque Mme Morvan tente de présenter ce militant comme un dangereux révisionniste, elle ne fait pas que se tromper, elle trompe !

Puisque l'UDB en tant que parti politique est aussi mise en cause, permettez (à son) porte-parole d'informer vos lecteurs qu'elle vient de remporter de haute lutte trois procès contre (un) notable du Front national. Ce dernier avait porté plainte en diffamation contre (...) le Peuple Breton, le mensuel de l'UDB, pour avoir révélé que cet ex-député européen était aussi l'imprimeur d'une revue négationiste, «Révision» (...). L'UDB a donc gagné en correctionnelle, en appel et (en) cassation, mais cette affaire politico-judiciaire lui aura coûté la bagatelle de 80.000 francs, sans aucun espoir de dédommagement. Je serais curieux de connaître les états de service de Mme Françoise Morvan dans la lutte contre l'extrême droite de cette fin de XX[e] siècle (...).

Christian GUYONVARC'H,
porte-parole de l'UDB

✦

Une petite semaine de réflexion m'amène à vous demander la résiliation de (mon) abonnement (...) à «Télérama».

Je préfère me séparer d'un vieil et remarquable ami de plus de 20 ans, car je trouve qu'il se livre depuis quelque temps à un jeu pervers qui me fait douter de sa réelle objectivité.

C'est la critique de «L'histoire de Bretagne en BD» (...) qui a déclenché cette réaction de rejet.

Je n'ai pas lu cette BD et sa parution dans «Ouest-France» – mon quotidien – m'importe d'autant moins que, comme beaucoup de militants culturels ici, je me réfère à l'excellente «Histoire de la Bretagne et des Pays celtiques» éditée par «Skol Vreizh / Ar Falz», association créée en 1933 par l'instituteur laïc Yann Sohier. Concernant l'histoire récente du mouvement breton, le tome V de cette histoire (...) paru en 1983, m'a permis d'étayer et conforter mon opinion à ce sujet.

Seule la vérité est révolutionnaire...

Précisions



Photo Léna Louarn

J.D. Robin

Une erreur de mise en page a privé l'article publié sous ce titre dans notre dernier numéro du nom de son auteur, pourtant présenté en page 1 : il s'agissait, bien sûr, de Jean-Do Robin.

Par ailleurs, cet article comportait cette phrase : «La Bretagne est l'endroit où le Monde prend ce nom». C'est sous ce beau titre que nous publierons dorénavant les suites du débat que nous avons décidé d'ouvrir le mois dernier.

Enfin l'article en question comportait deux inexactitudes que nous tenons à rectifier :

a) le P.C.F. était interdit (depuis le 26 septembre 1939, un mois avant le P.N.B., le 21 octobre 1939) lorsque François Billoux, membre de son bureau politique, s'associa au déchaînement de haine contre Léon Blum (interné le 16 septembre 1940) allant jusqu'à demander de témoigner contre lui.

b) Le militant communiste Fernand Iveton (et non Yvetot) fut guillotiné pour trahison, en raison de son soutien aux résistants algériens du F.L.N. (en dépit de la ligne officielle du P.C.F.) à une époque où François Mitterrand était ministre de la Justice, et non plus de l'Intérieur, ce qui aggrave la responsabilité de ce dernier.

OÙ LE MONDE PREND CE NOM" que vous n'avez pas lu dans Télérama

Nous sommes nombreux à être particulièrement vigilants aux dérives ou infiltrations de l'extrême droite (...).

Il est évident qu'on la trouve même là où on ne l'attendait pas : les excès anti-bretons à tendance raciste d'un «Charlie-Hebdo» nous ont montré qu'à partager des arguments chers aux «souverainistes» tout pourrait arriver, dans la confusion des genres !

Je reproche donc à «Télérama» d'offrir une (image) de plus en plus partisane des défenseurs de la culture bretonne.

(...) J'ai trouvé malhonnête de votre part d'avoir différencié les couvertures du n° 2601 où était évoquée la TV en breton de P. Le Lay.

Etant abonné, je n'ai pas eu le droit au sinistre triskell sur fond gris que l'on trouvait pour les ventes en kiosque. Pourquoi ? Pour faire un coup ? Pour s'essayer au «people» ? (...) Gwelloc'h eo din mont da lenn bremañ ar pezh a vez skrivet e lec'h all !

Croyez bien, Monsieur, en ma réelle déception.

Iffig POHO, Kommanna (29)

✦

Simplifier, c'est déformer.

L'aura grandissante d'une Bécassine décomplexée donnerait-elle des nuits blanches à nos élites en deçà du Périphérique ? On peut se poser la question quand, par médias interposés (...), on voudrait accréditer l'équation simpliste : renouveau breton = manipulation de l'Emsav (mouvement culturel et politique breton- = néo-nazis (etc.).

Malheureusement, la réalité est beaucoup plus complexe. (...) «Télérama», quand à lui, avait su jusqu'à récemment être plus pondéré dans ses réflexions et ses analyses.

Pourtant l'article, bien documenté, sur TV Breizh en rajoute subrepticement «une louche» dans un texte parsemé d'insinuations douteuses (autonomiste, monsieur le Maire, pas d'insulte !) (...). Et si la blague du bistrotier de Port-Louis sur la visibilité des Parisiens en villégiature fait grimacer l'auteur de l'article, il est des réflexions entendues sur le stand des écoles Diwan au Festival interceltique de Lorient qui sont aussi douloureuses au cœur des Bretons : «– Tu te rends compte, Germaine, y en a encore qui parlent breton ! – Eh ! t'as vu, Raymond, y a Tintin en breton : ah les cons !».

Tant que Bécassine chante le kan ha diskan et danse la gavotte (style réserve indienne) tout le monde trouve cela très touchant et en redemande, mais si Bécassine revendique sa langue, son histoire, sa culture et l'intégralité de son pays, la voilà devenue suspecte des pires dérives nationalistes !

René LE MAOUT, Lorient

✦

Re 'zo re... Autrement dit (en breton) : trop, c'est trop (...). Oui, nous avons commémoré récemment Roparz Hemon et Youenn Drezen et continuerons à le faire, tout comme Céline, Drieu La Rochelle ou même Sartre (eh oui !) ont toujours leur place au Panthéon des écrivains français (...). Sans Roparz Hémon, qui y a sacrifié sa vie, il n'y aurait ni dictionnaire, ni méthode d'enseignement du breton, ni même, fort probablement, de classes bilingues ou de Diwan... D'où le choix qui a été fait de son nom pour l'établissement scolaire du Relecq-Kerhuon. Si débat d'idées il y avait dû avoir, il aurait fallu qu'il suive la diffusion du film «Bzh, Bretagne, des Bretons», diffusé partiellement sur TF1 en 1998 et qui abordait sans fard le sujet. Car nous n'avons rien à cacher.

Quand je lis que «la promotion de la langue et de la culture bretonnes est assurée à l'heure actuelle par des militants qui procèdent systématiquement à la défense d'auteurs racistes», j'aurais envie de hurler, si je n'étais si lasse et si affligée de tant de méconnaissance de nos mouvances politiques et culturelles (...).

Les dernières années ont suffisamment fait la preuve de la clarté de nos positions envers l'extrême-droite, pour qu'il nous soit enfin donné de pouvoir vivre, en paix et debout, notre bonheur d'habiter cette terre et de parler sa langue, dans le respect total de l'autre et de sa différence.

Si telle est notre «dérive identitaire», donc, souhaitons alors que beaucoup d'autres peuples au monde dérivent avec nous, et dans le même sens, la planète y gagnera peut-être en réflexion et en humanité !

Claire SAUVAGET, Quimper

✦

«Je n'interdis pas aux bons esprits jacobins de se faire les censeurs vétilleux de la littérature en langue bretonne, mais j'attendrais pour leur prêter l'oreille qu'ils aient obtenu de Gallimard que soit brûlée l'œuvre de Céline, qu'ils aient effacé le nom du commandant Cousteau des registres de l'Académie Française et qu'ils aient expurgé le «Lagarde et Michard» des références à Voltaire, à Balzac, à Gide, à Martin du Card, à Léautaud, à Bernanos, à Giraudoux (simples exemples) qui ont, tous, autant qu'ils sont, écrit bien pire que la phrase indûment prêtée à Roparz Hémon (pour nauséabonde qu'elle soit). (....).

Je suis abonné à «Télérama» depuis vingt-sept ans, mais je ne le serai pas une année de plus : écrivain breton, militant syndicaliste, fils de résistant, je prenais «Télérama» pour connaître les programmes de télévision, pas pour me faire insulter semaine après semaine, je m'adresserai ailleurs désormais.

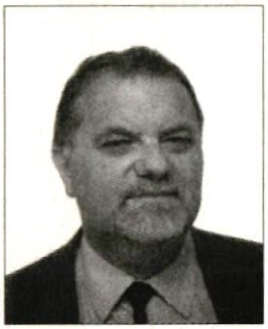
Erwan VALLERIE
(dans Breizh-Info, n°163)

✦

«C'est facile encore une fois de taper sur les militants bretons sans se poser dans le même temps de questions sur ce qui s'est passé dans l'ensemble de la France. Il y a bien des gens de gauche que cela ne gêne pas de baptiser des écoles ou des monuments publics du nom de François Mitterrand, décoré de l'ordre de la Francisque et à propos duquel une controverse a récemment éclaté sur ses éventuels propos antisémites. Il en va de même pour de Gaulle, qui en 1968, après une attaque israélienne contre le Liban, en avait choqué plus d'un en parlant de «peuple dominateur et sûr de lui». Et M. Daubert se demandera-t-il s'il est anodin, entre autres, qu'une Ecole Nationale de Cinéma (et une université lyonnaise) s'appellent Louis Lumière et fera-t-il un procès d'intention à ceux qui y enseignent et qui y étudient et qui ignorent peut-être que Louis Lumière a prôné le développement de liens étroits avec la recherche scientifique de l'Allemagne nazie, son frère Auguste étant dans le même temps membre du comité d'honneur de la Légion des Volontaires Français ayant combattu sur le Front de l'Est sous l'informe SS». (...).

Ah, évidemment les choses seraient plus faciles pour certains si le rouleau compresseur du jacobinisme avait définitivement écrasé les langues et cultures régionales de l'espace français. Que. M. Daubert se rassure, ce sera bientôt fait, s'il n'y a pas de changement politique, pour la plus grande satisfaction des nationaux-républicains de tout poil, qui, bien sûr, ne sont pas nationalistes, eux !

Yves JARDIN, Douarnenez


D.R.

Les "Pays-de-la-Loire" obsédés par leur inexistence

Vous n'avez pas adressé vos vœux à François Fillon, président de la région des «Pays de la Loire» ? Tant pis pour vous !

Vous auriez reçu en réponse, avec les vœux dudit Fillon, sur support translucide, un superbe dépliant en cinq volets, le premier affichant :

«Il y a ceux qui disent que les Pays de la Loire n'existent pas»** ... et les suivants, dans l'ordre d'ouverture : **«Il y a surtout plus de trois millions d'hommes et de femmes qui partagent un destin commun», «et si dans dix ans...», «nous avions dix ans d'avance !».

Le document déplié laisse finalement apparaître cinq photos des «Pays de la Loire» grâce auxquelles la région-bidon récupère au passage – entre autres «réalisations» ? – les chantiers navals de Saint-Nazaire et les vingt-quatre heures du Mans...

On voit que soixante ans après le décret Pétain-Darlan, et quarante ans après celui de Michel Debré, l'obsession des «Pays de la Loire» reste leur totale inexistence dans l'esprit et le cœur des populations concernées.

*Dans le Ouest-France du siècle diffusé en Loire-Atlantique, le géographe Jean Renard découvre, pour la centième fois, que l'unité de cette circonscription artificielle se réalise **«progressivement»**. Avec une conviction déclinante, semble-t-il.*

*Plus réaliste, le site internet de la région «Pays de la Loire» dévoile spontanément, parmi les deux priorités stratégiques définies par celle-ci, le **«développement de l'identité régionale»**.*

«Destin commun» prétend le dépliant de Fillon. On sait au moins ce qu'en pensent les habitants de la Loire-Atlantique : un destin de contribuables contraints de financer une propagande contraire à leurs intérêts et à leurs sentiments.

Michel FRANÇOIS
Membre du Bureau Politique de l'UDB



Photo Pierre Morvan/Le Peuple Breton

Les "Nantais" de l'UDB à la dernière manif anti-marée noire.

LE NEGATIONISME HISTORIQUE DES ANTI-BRETONS

Pour la propagande des «Pays-de-la-Loire», on ne sait plus quoi inventer. Alors on réécrit purement (et mensongèrement) l'histoire. C'est ainsi que dans cet extrait d'une brochure européenne de 1996, visiblement inspirée par les services de propagande du Conseil régional des «P-d-L», le «Pays nantais» est frauduleusement substitué à la Bretagne dans la liste des quatre anciennes provinces prestigieuses ayant fourni tout ou partie de leur territoire à la circonscription administrative créée par Pétain.

Les historiens (et les géographes) apprécieront la mauvaise foi du procédé...

R.L.

LES PAYS DE LA LOIRE, RÉGION D'EUROPE

Situés au cœur de la façade atlantique de l'Union européenne, au contact du massif Armoricain et du bassin Parisien, les Pays de la Loire, qui s'étendent sur 32 082 km², rassemblent les territoires de quatre anciennes provinces au passé prestigieux : le Pays nantais, le Bas-Poitou, le Maine et l'Anjou. La région offre des

Municipales de Saint-Nazaire :

L'U.D.F. joue la carte bretonne



Photo Bigot/Andia

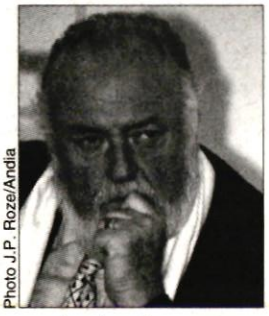


Photo J.P. Roze/Andia

Fillon contre... Cozan : à suivre ?

C'est une première. Et une vraie surprise.

La municipalité socialiste d'Etienne Caux avait été l'une des premières de Loire-Atlantique, en 1976, à adopter un vœu en faveur de la réunification de la Bretagne. Le député Claude Evin avait défilé à plusieurs reprises en tête des manifestations organisées par le C.U.A.B. Mais, les fruits électoraux engrangés, et Mitterrand au pouvoir, on comprit vite que le P.S. n'irait pas plus loin.

Jamais, a fortiori, on n'avait vu un parti hexagonal ouvrir une campagne électorale en Loire-Atlantique en consacrant une réunion publique à la réunification de notre pays !

Une nouvelle mort politique pour Olivier Guichard...

Même si l'expérience interdit dans ce domaine de croire au Père Noël, il faut admettre que l'U.D.F. de Saint-Nazaire - Presqu'île guérandaise a fait fort le soir du 28 janvier, en remplissant sur ce thème la salle René-Guy Cadou de la Maison du Peuple, sur laquelle pour l'occasion flottait le gwen-ha-du.

Si le M.R.P. a fait jadis élire un député à Saint-Nazaire, la droite locale a depuis longtemps cédé le haut du pavé au R.P.R., dont le principal représentant était jusqu'à ces dernières années Etienne Garnier, venu à la politique dans l'ombre d'Olivier Guichard.

Et si des élus U.D.F. ont pu, comme d'autres en maints endroits, avouer leur sympathie personnelle pour la réunification, ou la langue bretonne, les prises de position collectives n'ont pas laissé de trace dans les annales.

... et un beau succès pour Jean-Yves Cozan

Est-ce dû au retrait politique d'Olivier Guichard ? A l'engagement de Jean-Yves Cozan dans la bataille ? Au désir d'exploiter les mesquineries anti-bretonnes du maire M.D.C. et d'une partie du P.S. nazairien ? A la pression, plusieurs fois soulignée, des réalités européennes ? A la germination inattendue en ce lieu de graines semées à la volée par le C.U.A.B., l'U.D.B. et d'autres depuis quelques décennies ? A tout cela sans doute, et à d'autres choses encore, comme la grande panne de la décentralisation...

Les pressions du Sarthois François Fillon, successeur R.P.R. d'Olivier Guichard à la région n'auront en tout cas pas pu empêcher Jean-Yves Cozan de proclamer à Saint-Nazaire que « la frontière absurde créée par le régime collaborationniste de Vichy ne tiendra pas», après avoir annoncé un prochain jumelage entre le Parc d'Armorique, qu'il préside, et le Parc régional de Brière, et avant de dénoncer «les campagnes de calomnies organisées par le ministre de l'Intérieur». Quant à la candidate U.D.F. à la mairie de Saint-Nazaire, Danielle Richard, elle a pu souligner sous les applaudissements que «la revendication identitaire régionale n'est pas incompatible avec l'attachement à la France» et que, «aujourd'hui, pour survivre un pouvoir central doit renforcer les régions». Avec ses amis, elle a par ailleurs appelé de ses vœux une collaboration plus étroite entre Brest, Lorient et Saint-Nazaire.

Les reculs du P.S. ouvrent un boulevard à la droite

Les militants locaux de la réunification avaient été largement conviés, on s'en doute, ou s'étaient rendus, curieux et intéressés, à la réunion . Y compris des adhérents et sympathisants de l'U.D.B.. Mais Ouest-France n'omettait pas de mentionner aussi, dans son édition du 31 janvier, la présence de Pierre-Yves Le Rhun, actuel président du C.U.A.B., et celle du «fondateur des écoles Diwan».

Il faut admettre que le spectacle en valait la peine, et qu'une telle offensive, à Saint-Nazaire, peut difficilement être attribuée à un moment d'inattention.

L'U.D.F. et Jean-Yves Cozan pourront sans aucun doute se féliciter de prendre ainsi l'initiative sur un terrain laissé libre pas les autres partis hexagonaux, et notamment le P.S., dont les lamentables reculs et les préventions ridicules sur la question bretonne ont ouvert la voie à toutes les récupérations.

Quant à l'U.D.B., si elle n'est pas près, on s'en doute, de succomber aux sirènes de la droite, même drapée d'un gwen-ha-du, comment ne verrait-elle pas dans cet épisode l'amorce du vrai débat démocratique qu'elle appelle de ses vœux depuis sa création, sur la question bretonne en général et la réunification en particulier ?

M.F.

Débat sur la réunification administrative de la Bretagne : d'étonnantes collusions en coulisse entre le RPR et les RG...

Le 28 janvier la section de Saint-Nazaire de l'UDF organisait, en présence de Jean-Yves Cozan, vice-président du Conseil régional de Bretagne, un débat sur la réunification administrative de la Bretagne. Cette initiative, que l'UDB a saluée comme une contribution utile au débat démocratique, a enregistré un certain succès puisque la salle de la Maison du Peuple de Saint Nazaire était remplie par quelque 200 personnes.

Mais là n'est peut-être pas l'information essentielle, car nous avons appris que l'annonce de la tenue de cette réunion avait provoqué une vive émotion dans les coulisses des partis de la droite française ainsi que plusieurs interventions des Renseignements Généraux de Chevènement auprès des organisateurs pour les dissuader de concrétiser leur projet.

Suite page 6

Débat sur la réunification administrative de la Bretagne

Suite de la page 5

Ainsi Fillon, président RPR de la région-bidon des «Pays de la Loire» et membre de la direction du RPR est-il intervenu les 18 et 19 janvier auprès de l'UDF de Saint-Nazaire et de son alter ego de Nantes pour leur faire savoir que l'investiture du RPR aux prochaines municipales était en jeu. Quelques minutes après avoir été contactée par Fillon, la responsable nazairienne de l'UDF recevait un appel des Renseignements généraux de Chevènement pour lui demander de bien vouloir renoncer à son projet.

Les 21 et 22 janvier, l'état major de l'UDF était réuni à Paris pour des journées de formation. Le «cas» de Saint-Nazaire y est évoqué dans un climat houleux. Douste-Blazy souhaite que la section de St-Nazaire renonce à son projet mais Bayrou donne raison aux Nazairiens.

Le 23 janvier, un attentat est perpétré contre la mairie de La Baule, proche d'un centre Polmar. Le lendemain, le responsable UDF de Pornichet reçoit à son tour un appel des Renseignements Généraux qui lui demandent de faire pression sur sa collègue nazairienne. Il n'en fera rien.

Finalement, la réunion programmée le 28 janvier a pu se dérouler comme prévu, permettant à des militants de la gauche bretonne et de l'UDF d'échanger leurs arguments au grand jour. ? Mais les vicissitudes vécues par les organisateurs méritaient d'être relatées car elles témoignent que l'hostilité de certains à tout débat public sur la réunification administrative de la Bretagne les conduit à de bien étonnantes collusions en coulisse.

K.G.

De J.Y. Cozan à l'U.D.B.

«J'ai pris connaissance de votre communiqué de presse. Je confirme. Tous les militants UDF du secteur ont subi des pressions de Fillon et du RPR. C'était odieux».

La Bretagne : poubelle nucléaire de la France ?

Jospin, Strauss-Kahn, Allègre, Pierret et Voynet ont signé pour !



Photo Pierre Morvan/Le Peuple Breton

Depuis que le «Réseau Sortir du Nucléaire», auquel adhère l'Union démocratique bretonne, a rendu publics, fin janvier, les démarchages de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) en Bretagne, dans le but d'y installer un laboratoire souterrain de recherche puis un centre d'enfouissement de déchets nucléaires, c'est l'effervescence dans les régions du Huelgoat, de Plouaret-Lannion, de Dinan et de Quintin, toutes les quatre pressenties. Après la 7e marée noire qu'elle vient de subir, la Bretagne serait-elle condamnée à devenir la poubelle nucléaire de la France ? Comment en est-on arrivé là ?

Du camouflage à la corruption légalisée

En 1987, quatre départements sont retenus à leur insu pour l'enfouissement de déchets radioactifs : l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres. En 1988, les forages commencent mais des collectifs d'opposants se créent et multiplient les actions de protestation. En 1990, le premier ministre Rocard accorde un moratoire. Pourtant, la recherche de sites se poursuit dans l'Aisne et, nouveauté, les Pays de Fougères. Les opposants bretons créent en 1991 le COEDRA (Collectif d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs), toujours actif et vigilant.

Le 30 décembre 1991, l'Assemblée nationale adopte une loi relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs. Pour amadouer les populations, la loi ne met plus en avant l'enfouissement mais la réalisation de laboratoires souterrains, et l'Etat s'engage à verser 60 millions de francs par an pendant dix ans aux départements qui accepteront l'implantation d'un laboratoire souterrain. Cette manne financière qui a tout d'une corruption légalisée suscite la candidature de quatre départements : le Gard, la Haute-Marne, la Meuse et la Vienne. Une coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs se crée, regroupant

anciens et nouveaux départements concernés. Elle a son siège à Bar-le-Duc dans la Meuse.

En 1994, l'ANDRA entreprend des forages de prospection. Les collectifs locaux informent les populations, manifestent et entament des actions en justice. En 1995, l'ANDRA achète maisons et terrains, distribue dès avant les enquêtes publiques et avant l'autorisation de construction d'un laboratoire des subventions importantes aux collectivités locales, aux entreprises et à divers intérêts privés. La corruption s'institutionnalise. En tout l'ANDRA distribue 5 millions de francs par an entre 1994 et 1996 et 10 millions de francs en 1997.

Après le changement de majorité parlementaire et de gouvernement, un comité interministériel se tient le 9 décembre 1998. Le gouvernement Jospin valide le concept très innovant d'«enfouissement définitif...réversible» (sic) !. La solution de l'enfouissement est officiellement retenue. Il s'agirait d'entreposer les déchets radioactifs à une très grande profondeur (entre 500 et 800 mètres) dans des galeries colmatées au fur et à mesure du remplissage. L'emprise du stockage serait comprise entre 500 et 1 000 ha. Avec garantie de retour des déchets en surface en cas d'accident, nous dit-on.

Le Décret n° 99-687 autorisant la recherche en Bretagne de sites d'enfouissement de déchets nucléaires a été signé le 3 août 1999 par Jospin, Strauss-Kahn, Pierret et Voynet

En juin 1999, Yves Le Bars, Président du Conseil d'administration de l'ANDRA déclare à l'AFP : «*Une vingtaine de zones granitiques doivent être définies d'ici deux ans pour trouver à terme en France, après celui de Bure (Meuse), situé lui dans une couche argileuse, un second site d'implantation d'un laboratoire souterrain d'étude du stockage de déchets radioactifs*». Yves Kaluzny, Directeur général de l'ANDRA, précise : «*Il s'agit bien de définir d'ici 2001-2002 non pas des sites mais des zones dans les régions géologiquement concernées, à savoir la Bretagne et le Massif Central*».

Le 3 août 1999, Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn, ministre PS de l'économie, des Finances et de l'Industrie, Christian Pierret, secrétaire d'Etat PS à l'industrie, et Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'Environnement, apposent leur signature au bas de trois décrets qui concernent :

1) l'autorisation de construction d'un laboratoire souterrain dans l'argile à Bure dans la Meuse - 2) la création d'un CLIS (Comité local d'information et de suivi), censé permettre aux associations de protection de l'environnement d'accéder à l'information - 3) la constitution d'une mission chargée de prospecter plusieurs sites granitiques en Bretagne et dans le Massif Central et de proposer un ou plusieurs sites granitiques en vue de réaliser un second laboratoire souterrain. C'est sur la base du troisième décret que les régions du Huelgoat, de Plouaret-Lannion, de Dinan et de Quintin sont actuellement prospectées. La responsabilité du gouvernement en place et des partis politiques qui le composent est donc directement engagée.

Le 19 novembre 1999, Claude Allègre, ministre PS de l'Education



Nationale, de la Recherche et de la Technologie désigne par arrêté les trois membres de la «mission collégiale de concertation granit» qui seront chargés de prospecter. Il s'agit de Pierre Boisson, ingénieur général des mines, Philippe Huet, ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts, et de Jean Mingasson, préfet de région honoraire et ancien conseiller d'Etat.

Les retournements de veste des ministres socialistes et l'ambiguïté des Verts

Alors président du BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières), le géologue de formation, Claude Allègre, déclarait à propos de l'enfouissement des déchets radioactifs : «*Cette solution n'est pas satisfaisante et l'on a raison de se mobiliser contre ces méthodes de stockage. Géologiquement parlant, le sous-sol est le plus mauvais endroit pour stocker des déchets à long terme. Pourquoi ? Il contient de l'eau qui circule et pénètre partout*».

Le 30 juin 1997, ministre depuis quelques semaines, Claude Allègre déclarait encore à Montpellier : «*Je suis contre le stockage en profondeur des déchets nucléaires parce que c'est dangereux pour les générations futures. Un tel choix procède d'une philosophie de la peur : on a peur des déchets, on les cache. Il vaut mieux les maîtriser. Lorsque les progrès de la science le permettront on pourra les reprendre pour s'en occuper efficacement*».

Les retournements de veste ne sont pas l'apanage des ministres de sexe masculin. Aujourd'hui, ministre déléguée PS à l'Enseignement scolaire, Ségolène Royal déclarait à Bar-le-Duc dans la Meuse, le 27 mai 1997, soit quelques jours avant le deuxième tour des élections législatives : «*Les départements ruraux ne sont pas destinés à recevoir une poubelle nucléaire, malgré l'énorme chantage à l'emploi et à l'argent qui est exercé*». Le 3 août 1999, le gouvernement de Lionel Jospin dont Ségolène Royal fait partie, signait un décret autorisant la construction d'un laboratoire de recherche sur l'enfouissement de déchets radioactifs en terrain argileux, à Bure... dans la Meuse.

Quant aux Verts, leur crédibilité est évidemment mise en cause. Comment pourraient-ils convaincre les populations menacées par les projets de l'ANDRA de leur détermination alors que leur chef de file et ministre a signé le décret qui autorise l'ANDRA à prospecter en Bretagne ? Et si Dominique Voynet, consciente de son erreur, n'est pas capable d'obtenir l'annulation de ce décret, alors quelle est son utilité au gouvernement ? Cette question, bien des militants verts se la posent eux-mêmes.

Pourquoi l'enfouissement est la pire des solutions

Les Bretons, habitués des luttes antinucléaires depuis trente ans, vont donc devoir se battre une fois encore pour ne pas se voir imposer des déchets radioactifs. Solidaires des autres populations en butte aux démarchages de l'ANDRA, ils n'en sont pas moins déterminés à rappeler que si la Bretagne est avec la Corse la seule région à n'avoir aucune centrale nucléaire, mise à part la mini-centrale expérimentale de Brennilis, en cours de démantèlement, c'est le résultat d'une lutte acharnée. Erdeven, St-Jean-du-Doigt, Plogoff, Le Pellerin et Le Carnet furent autant de cibles du lobby nucléaire. Après avoir échappé

aux centrales nucléaires, la Bretagne n'acceptera pas leurs déchets ni sur son sol, ni dans son sous-sol. Pour mesurer ce que représente la présence de déchets radioactifs, il faut savoir que leur durée de vie varie de 300 ans, pour les déchets dits à vie courte (!) dont le volume en France est évalué à 1,5 million de m3, à 20.000 ans pour les déchets à vie longue et d'activité moyenne (50.000 m³ en 2020 et 135.000 m³ en 2070), voire plusieurs millions d'années pour les déchets à vie longue et haute activité (6.400 m³ en 2020). *«Radioactifs pour l'éternité»*, tel est le programme que nous propose l'ANDRA. A-t-on le droit d'imposer cet avenir aux générations futures ?

Cela dit, il apparaît que l'enfouissement est bien la pire des solutions entre toutes. Pour s'en convaincre , il suffirait de relire ce que Claude Allègre déclarait jusqu'en juin 1997... Le député Christian Bataille, auteur du rapport qui a conduit à l'adoption de la loi de 1991, écrit lui-même qu'*«il est impossible de prouver qu'un confinement restera efficace jusqu'à la décroissance totale de la radioactivité des déchets... le but d'un stockage est de retarder au maximum son retour à la surface»* (page 73 du rapport parlementaire).

Les emballages des colis qui conditionnent les déchets ne sont fiables, en l'état actuel des recherches, que quelques dizaines d'années. Vu la durée de vie de ces déchets, l'enfouissement met donc irrémédiablement en danger l'eau qui sera un vecteur de contamination en surface pour les terres, les productions agricoles, les animaux et évidemment les hommes. Claude Allègre (l'ancien !) ne disait pas autre chose.

La loi de 1991 laissait croire à une possible réversibilité de l'enfouissement en grande profondeur : *«études des possibilités de stockage réversible ou irréversible dans les formations géologiques profondes, notamment grâce à la réalisation de laboratoires souterrains»* (extrait de l'article 4). Or la réversibilité est totalement illusoire, comme le directeur de l'ANDRA l'a lui-même reconnu dans une interview au journal «Géo» : *«Si on conservait un accès vers les colis, cela nuirait à la sûreté et à l'étanchéité du site»*. Deux responsables du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), MM. Régent et Courtois, ont déclaré à Bar-le-Duc : *«Le stockage sera réversible pendant la durée du remplissage du site»*. Pour couronner le tout, le gouvernement Jospin, qui n'est pas à une contradiction près, est sorti du comité interministériel organisé sur le sujet le 9 décembre 1998 avec la déclaration suivante : *«La réversibilité est complexe pour des stockages profonds... elle est très difficile, voire improbable à long terme»*.



Photo Andia/Vichel

Stockage de déchets radioactifs à La Hague

L'alternative à l'enfouissement existe. Elle consiste à entreposer les déchets radioactifs en surface et à développer des programmes de recherche afin de mettre au point des technologies supprimant les dangers de la radioactivité. Si le lobby nucléaire la repousse au profit de l'enfouissement, c'est pour convaincre l'opinion que le cycle du nucléaire est parfaitement maîtrisé en effaçant toute trace visible.

Enfin, si l'enfouissement est à proscrire, c'est aussi en raison de son coût exorbitant pour la société. 2,5 à 2,8 milliards de francs, c'est le coût estimé d'un seul laboratoire. Le coût de l'enfouissement dans sa globalité est évalué à plus de 50 milliards de francs, soit 13 ans du budget de la Région Bretagne !

Solenn LE ROUZIC

Pour toute information complémentaire, contacter le Collectif d'opposition à l'enfouissement de déchets radioactifs (COEDRA) du Pays de Fougères – 5 rue des Camélias, 35133 Parigné. Tel/fax 02 99 97 24 47 ou le «Réseau Sortir du Nucléaire» – 9 rue Dumenge, 69004 Lyon.

A l'annonce des projets d'enfouissement nucléaire en Bretagne, le docteur Gwenc'hlan Le Scouezec, au nom du Gorsedd, a écrit à D. Voynet, ministre de l'Environnement :

"Cette «mesure (...) menacerait dangereusement la santé et la vie de nos concitoyens. Il s'agirait d'une mise en danger de la vie d'autrui, pour laquelle nous serions déjà habilités à poursuivre devant les tribunaux les auteurs de cette inqualifiable agression (...). La marée noire nous a suffi : il ne saurait être question de nous engager plus avant sur la voie d'un pays-poubelle".

Interview de Patrick L'Héréec, élu UDB de la région de Plouaret

Patrick L'Héréec, militant de l'UDB, est premier adjoint de la commune de Plounérin et vice-président de la communauté de communes de Beg ar C'hra, qui regroupe huit communes dont Plouaret. Il est chargé de l'aménagement de l'espace, de l'environnement et de l'habitat.

Le Peuple Breton : ***Comment les communes de la région de Plouaret ont-elles appris que l'ANDRA prospectait le secteur ?***

Patrick L'Héréec : Par la presse locale fin janvier. La commune de Lanvellec, qui se trouve dans le périmètre arrêté par l'ANDRA, a reçu un courrier officiel de la "mission collégiale de concertation granite" daté du 27 janvier. Plounérin, qui n'est pas dans le périmètre, a eu communication de ce courrier en le demandant à la mairie de Lanvellec.

P.B. : ***Comment les communes et leur population ont-elles réagi ?***



P. L'Héréec : Plusieurs communes ont déjà fait savoir qu'elles s'opposaient aux projets de l'ANDRA. Il s'agit de Plouaret, Bégard et Lanvellec qui ont toutes les trois un maire communiste. Le samedi 19 février, une manifestation a rassemblé 600 personnes à Bégard. Ce n'est que le début de la mobilisation. Les élus locaux de la "gauche plurielle" sont inquiets des répercussions de ce dossier à un an des municipales. Il est donc peu probable qu'ils aillent dans le sens de leurs états-majors.

André ROBINARD

du Collectif des Opposants à l'Enfouissement des Déchets Radioactifs (COEDRA) du Pays de Fougères :

« Attention ! »

Le Peuple Breton : ***Le COEDRA s'est constitué fin 1991 après que l'ANDRA eut élargi sa recherche de sites au Pays de Fougères. L'association est toujours active et vigilante. Est-ce à dire que le Pays de Fougères, qui ne figure plus dans la nouvelle liste des régions à prospecter, reste sous la menace ?***

André Robinard : De 1991 à 1994, nous étions déjà confrontés au même cadre légal qu'aujourd'hui (loi du 30 décembre 1991) et aux mêmes méthodes commerciales de communication et de séduction de l'ANDRA et de son VRP, le député Bataille. «Si vous n'en voulez pas, vous ne l'aurez pas» (le «labo»), dixit Bataille en 1992. Défi relevé : la démonstration a été forte, claire, constante. Le Pays de Fougères n'a pas été retenu en 1994. Néanmoins, les pro-«labo» et les déchets nucléaires étant toujours là, nous avons compris qu'il ne fallait pas baisser la garde. Nous nous y sommes employés depuis 1994 en suivant de près le dossier des «laboratoires» d'enfouissement et en participant à la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement.

Si les critères géologiques sont à la base de l'actuelle sélection des 15 sites granitiques (dont 4 en Bretagne), ils ne sont pas les seuls, loin s'en faut ! La gestion politique de ce dossier en fonction de la docilité ou de la résistance des populations est autrement plus déterminante. Le nœud des projets de «laboratoires» d'enfouissement, c'est l'acceptabilité sociale. Et le but de la mission de «concertation» granite aujourd'hui est de résoudre ce problème et de présenter des «candidatures spontanées» au gouvernement, fin juin 2000.

Enfin, nous sommes demeurés vigilants pour transmettre aux populations des sites nouveaux notre courte expérience et notre solidarité. La production et le devenir des déchets nucléaires sont des questions nationales qu'il est scandaleux de réduire à une dimension locale. C'est d'un vrai débat démocratique sur l'énergie nucléaire et sur ses conséquences dont nous avons besoin avant tout. Et dans la situation actuelle avec la probabilité d'un accident nucléaire majeur et l'accumulation des déchets nucléaires, la question de la sortie du nucléaire est une question réaliste.



D.R.

Le PB : ***Avec votre expérience, auriez-vous quelques conseils à donner aux personnes qui sont en train de s'organiser du côté du Huelgoat, de Plouaret, de Dinan et de Quintin ? Doivent-elles craindre la manne financière prévue par la loi de 1991, voire des versements hors du cadre légal, pour amadouer les collectivités locales et les intérêts privés ?***

A. Robinard : La mission granite a peu de temps pour rendre compte au gouvernement. Elle s'attachera avant tout à recueillir l'assentiment des élus parlementaires, conseils généraux, maires. Il est donc prioritaire de susciter et de renforcer les mobilisations locales sur tous les sites par la création de collectifs ouverts, d'associations, de citoyens opposés aux projets de «labos» sur une base commune. *«Ni ici ni ailleurs, autrement !»*. Pour cela, il est indispensable de diffuser l'information, d'organiser des débats dans les communes, les associations, les syndicats, pour permettre aux populations de décoder l'information officielle. C'est ce que fait le COEDRA depuis quelques mois. Les élus et les décideurs doivent être placés devant leurs responsabilités : le droit des générations futures à une terre non contaminée rend inacceptables les projets de «laboratoires» d'enfouissement. Les élus et les candidats aux prochaines élections municipales doivent prendre position devant leur électorat. Ceux qui seraient tentés de travailler avec la mission granite ou qui accepteraient les projets de «labos» pourraient rapidement avoir à rendre des comptes. Les conseils municipaux doivent être interpellés afin qu'ils délibèrent sans attendre contre ces projets. La mission granite ne doit pas trouver le champ libre. Et là, l'imagination appartient à tous ! Des temps forts seront nécessaires : la manifestation du 15 avril sur le site de Quintin en est un. La solidarité entre tous les sites concernés en France est cruciale, les 18 et 19 mars une occupation du chantier de l'ANDRA est organisée par les collectifs du site Est de Bure (Meuse).

La manne financière prévue par la loi pour le département sélectionné au final, c'est le prix de la soumission et l'achat des consciences ! Il faut insister ici sur ce qui pourrait bien se répéter : le versement tout azimut de 5 MF par an pendant quatre ans par l'ANDRA hors du cadre légal avant les enquêtes publiques menées par des commissaires-enquêteurs pro-nucléaires dans les quatre départements sélectionnés en 1994. C'est l'enfouissement de la démocratie ! Aujourd'hui des conseillers généraux et la CCI de la Meuse, supporters du «labo», s'indignent du fait que, malgré ses engagements, l'ANDRA ne permet pas aux entreprises locales meusiennes et haut-marnaises de soumissionner à des chantiers rendus inaccessibles aux petites entreprises. C'est cela la réalité des promesses d'emplois et de retombées économiques. La Bretagne n'a pas vocation à devenir une poubelle nucléaire ni aucune autre région. Elle a un potentiel énergétique largement inexploité avec les énergies renouvelables : là résident de véritables sources d'emplois durables.

Propos recueillis par
K. GUYONVARC'H

PROPOSITION DE L'ETAT POUR LE PASSAGE DES ECOLES DIWAN SOUS STATUT PUBLIC :



Une volonté évidente de freiner le développement de l'enseignement par immersion

L'Union démocratique bretonne (UDB) a pris connaissance des propositions de l'Etat pour le passage des Ecoles Diwan sous statut public. Elle juge ces propositions extrêmement décevantes, car elles expriment une volonté évidente de freiner le développement de l'enseignement par immersion en dépit d'une demande croissante des familles.

L'Etat propose d'intégrer l'association éducative Diwan dans un *«conseil consultatif académique»*. On sait ce que «consultatif» veut dire, surtout quand l'Etat ajoute : *«Si ce conseil a vocation à suivre au niveau de l'académie l'ensemble des activités liées aux langues et cultures régionales, il ne saurait toutefois se voir attribuer les compétences dévolues aux inspecteurs d'académies et au recteur dans le domaine de l'organisation de ces enseignements. Le recteur et l'inspecteur d'académie apprécient l'opportunité des ouvertures ou fermetures en fonction des demandes des familles* ***mais aussi des ressources humaines et financières dont ils disposent au regard des priorités retenues pour l'année scolaire : la décision continuera à relever exclusivement de leur seule responsabilité».***

Ce faisant, l'Etat oppose une fin de non recevoir à la proposition faite par Diwan et soutenue par les collectivités bretonnes d'une gestion tripartite Etat-Collectivités bretonnes - Diwan dans le cadre d'un établissement public régional. Accepter la logique jacobine de l'Etat reviendrait à placer Diwan dans le même état de précarité et d'insécurité que les écoles bilingues publiques qui souffrent d'un déficit chronique d'enseignants qualifiés, faute d'un système de formation adapté et motivant dans les IUFM. Ce dont la langue bretonne a besoin, ce n'est pas d'une gestion savante de la pénurie mais d'une politique ambitieuse de promotion.

Mézières-sur-Couesnon ♦ Saint-Aubin du Cormier

Grande manifestation le 25 mars

Le **Peuple Breton** (voir nos deux derniers numéros) a déjà présenté le scandale : à quelques centaines de mètres du site historique de la bataille de Saint-Aubin du Cormier on projette un Centre d'enfouissement de déchets de classe 2.

C'est dans ces terres que reposent, depuis le 28 juillet 1488, environ 6 000 Bretons et leurs alliés. Si on ne peut prouver la présence de fosses communes sur le site envisagé, la proximité même d'un tas d'immondices de 600.000 tonnes est une insulte à notre histoire et à notre identité bretonnes. Imaginez que l'on projette une telle décharge sur le site de la «bataille» de Valmy, tous les jacobins souverainistes se mobiliseraient en un instant !

Le comité de défense "Mémoire et Dignité" animé par Yann Fontana (tel. 02 99 39 65 45), le répète : **la proximité d'une décharge, qui, comme de nombreux sites d'enfouissement, sera destinée à s'étendre, est incompatible avec ce lieu porteur de mémoire.**

L'Union démocratique bretonne se joint à l'appel à la mobilisation pour la manifestation du 25 mars, place du Champ de Foire, face à la mairie, à Saint-Aubin-du-Cormier.

Le cortège démarrera à 14 heures. Fest-noz de soutien à 20 h. à Saint-Ouen-des-Alleux.

BULLETIN D'ADHÉSION

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

Signature :

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 NANTES cedex 01, avec un chèque de 150 F.

MILIZAC (Bas-Léon) : Une usine de traitement de lisier de porc en projet...

L'actualité environnementale est – malheureusement – riche en Bretagne ces derniers mois. Voici éclore un projet d'installation d'une usine de traitement de lisier de porc à Milizac, commune rurale située à une dizaine de kilomètres au nord de Brest. Ce dossier semble avoir échappé prématurément à ses promoteurs et être parvenu au public "brut de décoffrage" d'où l'inquiétude de celui-ci et le malaise des élus.

Un procédé miracle ?

Pour de nombreux éleveurs porcins de la région de Brest, placée en Z.E.S. (Zone d'Excédents Structurels), ce projet de traitement industriel des lisiers apparaît comme la fin de leur casse-tête d'élimination des déjections porcines qui ne trouvent plus de terres susceptibles de les recevoir et de les absorber sans porter préjudice à la ressource en eau. Ce traitement, c'est l'arlésienne de l'élevage hors-sol depuis des années : combien de fois n'a-t-on pas lu dans la presse quotidienne et professionnelle que cette fois c'était sûr, tel ou tel projet allait régler définitivement le problème des lisiers ? Or, jusqu'à présent, les différents prototypes qui ont vu le jour, notamment en Hollande, constituaient autant de déceptions : s'ils apparaissaient, au mieux, techniquement performants, ils s'avéraient aussi bien trop onéreux pour que le coût de leur traitement puisse être intégré de manière rentable dans les élevages.

Aujourd'hui, la société Khaltenbach-Thuring assure avoir mis au point une unité expérimentale dans la Somme qui allie performance technique et rentabilité financière. Milizac pourrait donc accueillir une unité industrielle développant ce procédé. La rentabilité du projet repose sur le traitement annuel de 300.000 tonnes de lisiers auxquels viennent s'ajouter 15.000 tonnes de déchets verts et 7.000 tonnes de boues de stations d'épuration. Le procédé de valorisation de ces matières nécessite l'apport de 92.000 tonnes d'acide sulfurique et de 32.000 tonnes d'ammoniaque. Ce qui ressemble, on en conviendra, à une vulgaire recette de cuisine débouche sur la production de 160.000 tonnes d'engrais et de 286.000 tonnes d'eau chaude et déminéralisée.

Combien ça coûte ?

De ce côté-là, il existe encore un certain flou artistique. Une société dénommée Val'Ouest en cours de constitution exploitera l'usine et rassemble une centaine d'éleveurs porcins, actionnaires. Avec une perspective d'emploi d'une trentaine de salariés, la construction même de cette unité représenterait environ 120 millions de francs. Les pourvoyeurs de lisier (150 à 200 éleveurs) en financeront le traitement à raison de 30 à 40 F la tonne (pour l'instant).

Par ailleurs, l'usine commercialisera sa production d'engrais mais se trouvera face à la nécessité de créer un marché (inexistant pour ce type de produit) et face à la concurrence des engrais bon marché massivement importés des pays de l'Est. Le contribuable averti peut donc à juste titre se demander si dans quelques années, au gré du marché, on ne le sollicitera pas pour équilibrer l'exploitation de cette structure (selon les usages ultra-libéraux de la privatisation des bénéfices et de la collectivisation des pertes) ?

Du mal et du remède

Dans le Léon en particulier, le problème de l'eau, on connaît. La plupart des communes sont acculées depuis des années à dénitrifier l'eau ou à effectuer des coupages avant de la traiter et de la distribuer. Les concentrations d'élevages entraînent également des pollutions plus insidieuses que les excès de nitrates par les modes de culture pratiquées (maïs en particulier) : phosphore, pesticides,... Les épandages de boues en provenance des stations d'épurations dispersent également sur les terres des éléments chimiques variés et des métaux lourds. Si d'un premier abord, l'usine de traitement des lisiers peut apparaître comme un outil intéressant pour diminuer à terme les taux de nitrates dans les eaux, elle peut également inquiéter au niveau de la dangerosité et de la quantité des produits chimiques entrant dans le processus de traitement.

A cet égard, cette installation devra répondre aux critères de la directive européenne «Sévéso» de 1996 (périmètre de sécurité inhabité, moyens d'interventions spécifiques en cas d'accident,...). La proximité immédiate de la Communauté Urbaine de Brest, la proximité de sources de rivières localement importantes (Penfeld et Aber Ildut) inquiète déjà. Les habitants de Milizac et des alentours sont en passe de se constituer en association et ont rapidement interpellé leur maire villiériste (Hubert de Poulpiquet), favorable au projet (emplois et taxe professionnelle aidant ?).

Ça se discute...

A ce stade, il est encore bien imprudent de s'enthousiasmer pour l'arrivée une telle usine ou pour partir en croisade contre son installation. Bien des questions demeurent ; le principe même de ce traitement interroge. Le débat s'engage au sein des organisations syndicales agricoles et pour l'instant les avis sont bien partagés, même au sein d'organisations comme la Confédération Paysanne.

Ce projet peut être analysé sous plusieurs angles ; du point de vue écologique, au problème de pollution par les déjections animales répond un problème de l'installation d'une unité industrielle chimique et donc des questions de sécurité pour la population et l'environnement. Par ailleurs, une des conditions de développement de ce type d'usine dans les régions de production porcine réside dans la consommation des engrais produits au moment où l'on tente justement d'inciter les agriculteurs à une utilisation modérée des amendements : où est la logique ?

Ce projet soulève aussi la question du type d'agriculture qui sera développé demain : la question de l'eau en particulier a conduit le monde professionnel et associatif et les pouvoirs publics à s'interroger sur le modèle agricole existant et sur son évolution : si un traitement industriel d'un coût abordable se développe, les tenants de l'élevage industriel ne risquent-ils pas de faire table rase des bonnes résolutions actuellement affichées et de relancer une course débridée (puisque «sans risques» à la taille et la concentration des exploitations ? On peut, dans cette hypothèse, craindre de nouvelles crises de surproduction et de chute des cours.

Enfin, localement, une partie de la population qui commence à s'interroger sur la nature exacte du projet et des risques qu'il comporte se demande si les élus sauront arbitrer impartialement ce débat ; nombre d'entre eux sont politiquement ou professionnellement proches du lobby porcin et d'autres ne voient peut-être pas d'un si mauvais œil l'opportunité d'éliminer annuellement 7.000 tonnes de boues d'épuration.

Ce projet doit encore passer par plusieurs étapes avant de voir le jour : révision du P.O.S., études d'impact, enquête publique, ce qui laisse donc du temps pour la réflexion et les débats. Affaire à suivre...

Fernand KEROUREDAN

Février... vu par Nono



Heil Haider !

Personne ne devrait pouvoir sensément minimiser la portée de l'accord de coalition Schüssel-Haider, ni dans sa dimension politique, ni dans sa dimension symbolique. Des voix, nombreuses, dénoncent clairement l'événement. Sont-elles toutes crédibles quand la force de cette dénonciation-là cherche à masquer des faiblesses difficilement avouables ? Dénoncer ne suffira pas ! Et les racines du Mal ne sont pas toutes en Autriche. Loin s'en faut.

Bas les masques

On peut ergoter longtemps afin de savoir si le FPO de Jörg Haider est un parti simplement populiste ou clairement fasciste. On a sur ce plan presque tout entendu et notamment les inepties les plus grotesques comme celle prononcée par l'ambassadeur d'Autriche en France pour qui ce parti peut être « considéré plutôt comme un parti de gauche ». Effarant ! Mais peu importe ce débat. Tout est parfaitement clair sauf pour ceux qui cherchent, par intérêt ou faiblesse intellectuelle, à brouiller les pistes et ceux qui s'y laisseraient prendre. Tout porte à considérer le FPO comme un parti xénophobe, raciste et prêt à tout pour accéder au pouvoir, y compris la recherche de respectabilité momentanée facilitant l'ascension politique et idéologique.

Haider n'est pas Hitler nous disent aujourd'hui nombre d'Autrichiens qui en matière de nazisme ont quelques compétences à faire valoir. Encore un faux débat. A-t-on vraiment besoin de ce genre de comparaison pour juger de la pathologie d'un individu qui a, à maintes reprises, loué les mérites du III[e] Reich ? Si on considère que tout individu est forcément marqué par l'éducation reçue de ses parents, alors Jörg Haider a été particulièrement gâté par les bienfaits de la filiation !

Son père, adhérent du parti nazi dès avant 1933 en Carinthie – région dirigée aujourd'hui par le brillant rejeton –, appartint ensuite à la division SS Prinz Eugen tandis que sa mère, quant à elle, fut monitrice de l'organisation de femmes nazies Bund Deutscher Model. Un couple qui a toujours ardemment souhaité que le fils prodigue poursuive leur combat – auquel, idéologiquement, ils n'ont jamais renoncé – mais dans les conditions de l'époque actuelle.

Que nous dit-on encore à Vienne ? Que certes Haider a plusieurs fois dérapé mais que les autres cadres du FPO sont tout à fait convenables et dignes de toute confiance. Ah bon ! Alors que penser de l'un des ministres de la nouvelle coalition gouvernementale qui, il n'y a pas si longtemps, déclara que la question de la différence entre les camps de concentration nazis et les camps de redressement n'était que pure masturbation sémantique ? Il dit à présent avoir toujours assimilé les camps de concentration aux camps d'extermination.

Tout comme son chef renie ses anciennes paroles, péché de jeunesse, prononcées alors qu'il n'était plus un gamin depuis longtemps. Où est la vérité ? Dans le tréfonds de l'être de ces individus pathologiquement dangereux ou dans les déguisements dont ils s'affublent aujourd'hui pour accéder au pouvoir. Inutile d'écrire la réponse.

Otto Preminger voulut faire, en son temps, un film sur l'Anschluss – massivement approuvé par les Autrichiens en 1938 – et vint à Vienne en repérage. A l'hôtel où il descendit, on fut fier de lui octroyer la suite qu'occupait Adolf Hitler à chacune de ses visites à Vienne. Quand un peuple ne sait pas renier un passé honteux pour construire un avenir généreux comment s'étonner qu'un Jorg Haider puisse édifier paisiblement sa fortune politique ? La différence avec Hitler ? Haider est « moderne » : il sait et saura utiliser la puissante et fallacieuse architecture des médias de masse.

La marée brune

On aurait grand tort de vouloir circonscrire à l'Autriche le phénomène que constitue la montée de la xénophobie et du racisme. Aux quatre coins de l'Europe fleurissent les manifestations de cette intolérance toujours idiote et de plus en plus souvent criminelle. On en donnera des exemples. La différence avec l'Autriche est connue. Là-bas, les raisons du phénomène ne sont pas économiques mais idéologiques : la dénazification de la société n'ayant pas été accomplie, un discours ouvertement xénophobe ne choque pas une partie importante de la population. Ailleurs en Europe, les raisons sont beaucoup plus fréquemment d'ordre économique et social. Les dégâts faits à nos sociétés par la marche forcée vers l'ultralibéralisme se paient largement par le développement de conduites individuelles et collectives de type raciste.

Les réactions virulentes des gouvernements européens à l'accord Schüssel-Haider ne révèlent-elles pas de façon criante l'incapacité de ceux-ci à maîtriser dans leurs frontières respectives des situations qui partent de plus en plus à la dérive ? Quand on abandonne, une à une, toutes les responsabilités politiques traditionnelles de contrôle de l'économie au profit de la seule loi du marché, on est bienheureux de pouvoir donner enfin de la voix quand se dresse un Haider. Et cela vaut encore bien plus pour MM. Blair, Jospin et Schroeder qui se réclamant de la gauche ont beaucoup à se faire pardonner de cette dérive coupable.

Regardons cette Europe de l'Economie et de la Finance qui ne se veut pas sociale – donc solidaire avec les plus démunis – et qui ne se donne pas les moyens d'être politique. Elle n'est pas reluisante sous tous rapports !

A El Ejido, en Andalousie, les habitants, Espagnols bon teint, se sont récemment adonnés aux plaisirs subtils de la ratonnade envers des ouvriers agricoles marocains, nombreux à travailler là pour 20 francs par jour (10 francs quand ils sont clandestins) dans la production maraîchère. Ces Espagnols-là veulent rester entre eux et n'ont pas encore compris que leur région doit sa prospérité à l'exploitation honteuse de ces dizaines de milliers de travailleurs marocains.

En Italie, là où le football est roi, des supporters de plus en plus nombreux se rangent derrière des banderoles ouvertement racistes et certaines à la gloire d'Arkan, chef d'une milice serbe aux crimes innombrables en Bosnie et au Kosovo. Ces excités ne se contentant pas évidemment de tenir des calicots !

En France, d'anciens membres du service d'ordre pléthorique du Front national, mis au chômage par l'éclatement de celui-ci, s'organisent en groupes para-militaires au sein desquels ils peuvent donner libre cours à leurs penchants les plus abjects. A Grenoble, Madame Daoud en sait quelque chose…

On pourrait continuer la litanie. Partout la « clientèle » existe pour des Haider en puissance et en mal de gloire. Et c'est pour cela que le cas Haider est particulièrement dangereux. Surtout ne pas s'accoutumer. Combattre partout et à tout instant le désir rampant de l'épuration ethnique. Comment ? En construisant une Europe politique et sociale.

Malheureusement nous n'en prenons pas le chemin. Il est même permis de dire que, par l'élargissement prochain de l'Europe qui nous est promis, nous nous en éloignons. D'une conception politique voulue par les fondateurs, nous passons lentement à une conception purement géographique de l'Europe. Plus un espace géographique est grand, plus augmente le risque de son éclatement. C'est sans doute ce qu'attendent les membres de l'aile europhobe de la CSU qui ont récemment applaudi Jörg Haider en Bavière. Munich, ça ne vous dit rien ?

Yann FIEVET

POBL VREIZH



C'hwezekvet rann :

War aodoù ur mor du

Eus an aod vev d'ar c'hoad don

(Danevell diembann gant Fañch Treger
Skeudenn gant Nanda Troman)

Pa yeas Erwan Sidaner e-maez e di ar beurevezh-se a viz Genver daou vil hag un dra bennak, evit skañvaat un tammig e gorf, e oa tavet ar gorventenn he doa c'hwezhet e-pad an noz. Ur c'hwez flaerius ha pounner o tont eus ar mor nepell eus eno a savas raktal betek e fronelloù. Ar c'hwez-se ne oa ket dianavez a- grenn evitañ met n'en doa ket soñj mat ken pegoulz na pelec'h en doa santet anezhi kent.

Pa zeuas en-dro d'an ti ec'h enaouas ar post bihan. War R.B.I. ur c'helaouenner a oa o tibunañ keleier ar beure.

– Un darvoud spontus a zo degouezhet en noz-mañ, emezañ, e-maez da Enez-Vaz e Mor-Breizh. E-kreiz ar gorventenn daou lestr petrolek a 300.000 tonenn pe ouzhpenn a zo aet da skeiñ a- benn an eil ouzh egile, unan anezhe o vezañ, a-hervez, kollet e hent abalamour, moarvat, d'ar mor dirollet.

Hervez ar pezh a ouzomp, eme ar c'helaouenner adarre, emañ unan eus al listri, torret e daou damm, o vont d'ar strad hag egile all a zo en ur stad fall dre ma eo bet toullgofet. Krog eo dija an eoul-maen d'en em ledañ war c'horre ar mor...

– C'hwez an «Amoco» ! c'hwez an «Amoco» ! sell aze ar c'hwez emaon o paouez santout er-maez, eme Erwan.

Tost da dregont vloaz a oa aet da droadañ dija abaoe ma yeas al lestr petrolek Amoco-Cadiz d'en em doullgofañ war ar c'herreg e-maez da Borsall gant e garg eoul-maen. Ul lanv du brasoc'h c'hoazh eget hini an «Torrey-Canyon» un toullad bloavezhioù a-raok. Abaoe e oa bet meur a lanv du c'hoazh, siwazh. En o zouez hini an «Erika» e traoñ ar vro. Met lanv du an Amoco a oa chomet engravet don e spered Erwan moarvat abalamour e oa yaouank d'ar c'houlz-se hag ivez abalamour en doa labouret kalz da sikour naetaat an aod labezet.

Ur wech tapet e lein gantañ prim ha prim e tiskennas betek an aod. Un arvest mantrus a oa dirak e zaoulagad. Ur foerell rous-du, tev ha flaerius a c'holoe pep tra, an draezhenn, ar bili, ar c'herreg. Evned mor ar Jentilez : godezed – beg – hir, boc'haned, morskouled paket en dipadapa gludennekse a en em zifrete hag a glaske tec'hel kuit en aner. Ur bed du-pod 'en em lede dirak Erwan. Aet diwar wel glas ar mor, roz-ruz ar c'herreg hag ar bili, melen-ruz an traezh.

Du e oa kement tra dirazañ, zoken an oabl.

Du ha trist ha sioul an tro-war-dro. Ne veze klevet na garm ar gouelini na «kirri-kirri» ar skraviged. Trouz ebet nemet bourbouilh pounner ar gwagennoù eoul-maen war an draezhenn, o klogorennañ hag oc'h eonenniñ ouzh ar c'herreg.

Gwasket e voe kalon Erwan hag en em lakeas da ouelañ.

– An taol-mañ, Erwan, eo erru fin ar bed warnomp, eme ur vouezh adrekañ.

Soaig ar C'halvez, ar pesketaer kozh a oa deuet betek an aod da welet peseurt gwallreuz a oa degouezhet er vro.

– Ya, an taol-mañ e vimp beuzet tout gant ar mor du, eme Erwan.

– Petra faot dit, eme Soaig adarre, peogwir ne vez graet mann ebet pe ken nebeut evit herzel traoù evel-hen da erruout. Spontus eo !

Hag int o daou da chom mut e-pad ul lajat. Petra lâret dirak un dizeur ken bras ?

– Gwelet 't eus an evned, eme Erwan goude ur pennad.

– Ya, eme Soaig, gwelet 'meus anezhe. Trist eo. Met soñjal a ran ivez er pesked. Petra a zeuint da vezañ e-touez ar c'haoc'h du-mañ ?

An Draenigi, ar malaouenned, ar brezhilli.

– Ar moulleged, ar gwrac'hed hag ar silioù, eme Erwan.

– Ha neuze ar grilhed hag al legistri, a gendalc'h Soaig.

– Ar c'hranked hag ar chevr, eme Erwan.

– Hag ar c'hregin 'ta, gludet war ar c'herreg pe e-barzh an traezh, eme Soaig adarre. Ur c'holl bras evit ar besketaerien, an aocherien hag an holl re a vev eus ar mor. Spontus eo ! Ya, spontus eo !

Distroet d'ar gêr ec'h enaouas Erwan ar post bihan adarre. War R.B.I. e oa bremañ keleier e galleg. Addisplegañ a rae ar c'helaouenner ar pezh a oa c'hoarvezhet e-pad an noz. Gellet e oa bet saveteiñ an darn vrasañ eus martoloded an div vatimant. Koulskoude tri anezhe a vanke e bourzh, beuzet moarvat er mor du-se. Kaset e oa bet ar re all d'an ospital da Vrest. Mantret ha kounnaret e oa an holl war aodoù Bro-Leon, Bro-Dreger ha pelloc'h c'hoazh war-zu ar reter peogwir e oa bet tizhet ivez pleg-mor Sant-Brieg gant al lanv du.

– Petra 'zo erruet ? a c'houlennas Rozenn, a oa o paouez diblouzañ, digant he gwaz.

– Feiz, eme hemañ, ur reverzhi du adarre hag an taol-mañ, me lâr dit, emañ an ankou o c'hoari en-dro deomp.

(*Da vezañ kendalc'het*)



Pennduig ma c'hazhes

Lunedou e'id gweled d'an nos

«Ped ha ped a voudoù a wela spes da nos !
An otoioù a wela da nos
Ar c'hizhier 'eldon a wela da nos
An evned-nos a wela ha ra ar ged da nos.
Perag pas an dud ?

« – Ya mes penaos ma Fennduig ? Greffiñ ul lagad kazh doc'h ma heni ?

« – Pas, n'a ket mad an traoù geneoc'h ?

Krouiñ, ya, ur re a lunedoù dispar e'id gweled da nos heb boud gwelet. Pas 'el re ar c'hirri-tan krouet deoc'h mes gwelet a re bell !

Soñg deoc'h ar gelloud a vehe geneoc'h 'benn eno ! Doned a rahet da voud konsort
d'an nosdañserion
d'an noseverion
d'an noshunvalerion
d'an nosc'hoarierion
d'an noseganed
Nag ur gompagnunezh !



«Gweled spes mes heb boud gwelet ! ha nonpas 'el ar preñved-nos ; braw ha lugernus eo ar re-mañ, mes nitra sotoc'h 'wite : gwelet vent doc'htu ! ped a dud zo 'elte : klask boud gwelet, 'n em lakaad àr ar c'hentañ renk, tonerion anehe, foeñverion, debrerion mel é klask un digoll dre m' emaont arvoustret ba un tu bennaked, pochoù aer ha pochoù bleud heb finested, sec'hier a zalc'h plom dirag ar fotograf mes sec'hier goulle ha didalve 'el ur varrikenn didalet (goulle eo pa greder ema leun !) . Sellit doc'hte dirag ar fotograf : ar maeroù, an deputeed, ar bresidanted ; na tressoù sirius dehe ! é sirañ botoù ler o zud n'int ket, mes é sirañ o re int ; e menn ema oaet ar servij «gratis pro Deo» ?

Mes hennezh a wel heb boud gwelet hennezh eo a ray hent, hag un tamm mat, rag gweled a ray ar re heb ti na lôj, na labour, na kar na par, na otokar (blank'bed 'wid moned 'barzh) namaed

– o diwhar pa n'o deus ket re a verjoù

– ur voutailhad da zerc 'hel tomm d'o c'halon pandeogwir 'vent o unan

– ul lec 'h klet pa gavont an tu 'wid harz doc'h kement awel tourmant, doc'h kement awel bis, doc'h kement amzer divalaw, doc'h kement barrad glaw pe yeni jenn o laka da ruskañ pa vez gwleb ar ruioù pe riellet an hentoù.

«Sellit 'ta, mestr, pegen sod vez en dud : toud o beg digor bras ha boemet dirag tud «Vendée Globe», Lamazou pe ar re'll... pa vez bigi prest d' o sikour, kirri- nij iwe, postoù radio gete... ur farsadenn an heni eo savet ged serrerion argant, Fleury Michon h.a.

Me 'lâr deoc'h : ar re a faot deoc'h saludiñ zo ar re heb labour, na ti, na lôjeris é taliñ e-pad blezadoù, ya blezadoù (ha pas kant devezh) doc'h kement amzer, doc'h doc'h kement rustaj, deiz ha nos, en arvar dalc'hmad adal ar mintin beteg an nos ; re mañ zo «les héros des temps modernes», dalc'hus, padus, kroc'hennoù kaled dehe, fassoù skaret d' an heol pe d' an awel, diwhar a ya hag a za o hen heb boud erlerc'hiet ged ur pader-rod bennag, klaskerion gwin ha bara, mes un avantur eo ar vuhez bemdeizieg 'wite :

– ged piw e kavin bara pe win ?
– ba venn e lôjiñ henoazh ?
– piw a ray labour din ?
– dindan pezh amzer e vin ?

«Ne pas monter bien haut peut-être mais tout seul»
Cyrano

M'ho pehe lunedoù da weled da nos, e welehec 'h pere zo nerzh kalon gete, pere zo 'walc'h 'wid derc'hel an taol pell, pell, sikouret namaedkén ged o nerzh diabarzh, na gwele plu, na infirmières, na tommeres...

Doc'h ar re-mañ, mestr, 'n em santan tost. Bugale an nos omp. Da serr-nos e komañlser bewiñ, da nos 'vez gwelet splannoc'h ar gouloù. N'eo ket deoc'h c'hwi ur sort eh an da zeskiñ ema ar Gelted «pobl ar serr-nos» !

« – Nann, ma Fennduig, kement-se a ouian, ha grass deoc'h aweliñ ma fenn din».

Setu daet ged Pennduig he fempved gourc'hemenn.

Herri AR BORGN

TREIN HA KONTAN

Warlene eo bet kinniget deomp gant Anna Mouradova daou elvr danevelloù troet diwar ar rusianeg. En ur brezhoneg plijus da lenn. Desket he deus brezhoneg e Breizh. Kelenn a ra bremañ brezhoneg, ha galleg, en he bro. Ganti eo bet savet eil levr dastumad *Barn*. An hini kentañ o vezañ studiadenn Anke Simon, *«An Emsav lennegel brezhoneg hag an danevelloù berr»*.

Levr Anna Muradova a ziskouez dimp *«Kudennoù an treiñ diwar ar rusianeg e brezhoneg»*. Ul levr gwelloc'h, evel just, evit ar re a oar rusianeg ! Ul levr dedennus, koulskoude, evit ar re a zo kurius hag a glask kompren kudenn an treiñ.

Siwazh evidomp war tregont danevell troet e brezhoneg diwar ar rusianeg ha studiet el levr-se nemet c'hwec'h a zo troet war eeun eus ar rusianeg ! (Ha pemp anezho gant Jarl Priel). Teir a zo bet troet e brezhoneg diwar un droidigezh e galleg. Hag ugent diwar un droidigezh e saozneg. Unan nemet kén, savet e brezhoneg gant Roparz Hemon diwar un droidigezh en esperanteg !... Kredabl e oa bet troet war-eeun eus ar rusianeg gant un den a ouie esperanteg, an doare ar gwellañ evit mirout ouzh ar fazioù. Un doare a vije mat ha gwelloc'h-marc'hat evit Europa e Brusel hag e Strastourg... Fazioù menneget gant Anna Mouradova. Da skouer, *«Nalivka»*, gwin c'hwek a vez graet gant frouezh, troet gant *«brandy»* e saozneg ha dalc'het *«brandi»* e brezhoneg. Pe eizh ger diskeñvel e rusianeg troet e brezhoneg pep gwech gant *«matez»*.

Koulskoude e anzav Anna Mouradova :

«Pep troer en devez un dibab dezhañ e-unan, ha meur a wech n'eo ket aes lavarout gant piv eo graet ar gwellañ dibab».

Ul leor sirius.

***

Oberennoù Klerg, (1912-1984) bet kure e Ploubêr, person e Bulien, rener *Barr-Heol* a zo bet strewet e meur a gelc'hgelaouenn. Danevelloù savet gantañ a zo bet dastumet hag embannet, *«Un deiz a Viz Mae»*. Bremañ zo bet dastumet kontadennoù, unnek, kontet dezhañ gant pevar den eus Bro-Dreger : Charlez Bewer (1), Jobig an Herri (2), Frañsez Genver (3), Eujen Brigant (5). Kontadennoù dastumet e bloavezhioù hanter-kant hag embannet d'ar poent-se war *Al Liamm, Barr-Heol*, pe *L'Echo de Lannion*.

Un dudi lenn anezho evit ar re a blij dezho mojennoù kozh. *«Faltazi an amzerioù kozh»*, mat-tre an titl roet d'an dastumad-se.

Evel just ar re o deus klevet pe lennet ur bern kontadennoù a gavo tudoù hag abadennoù anavezet dija ganto. Rouaned, Priñsed, merc'hed (koant), ramzed (divalav), amprouennoù (dibosubl), mibien, lod eus ar re wellañ, lod all dinatur, evel just, ha burzhudoù a bep seurt... Alies e vez anv eus «tri», tri den pe teir gwech.

Ar souezhusañ istor a zo, marteze, hini Kaerañ Soez, ar plac'hig ganet er vered, er bez, goude marv he mamm, interet dija, hag adkavet he zad, met kavet evel just ivez ul lezvamm.

Gant Per Denez eo bet skrivet ar rakskrid. Ha Klerg o reiñ ivez e sentimant diwar-benn *«Konterien Bro-Dreger»*, hag al labour Dastumer-Kontadennoù.

Kontadennoù droch a laro lod ? Disaesoc'h da grediñ eget bandennou-treset 'zo ?... N'eo ket fall, a-wechoù, bezañ ur bugel adarre, hep kouezhañ er bugaleaj ! Huñvreal.

Glaoda MILLOUR

Mouradova Anna. *Kudennoù an treiñ diwar ar rusianeg e brezhoneg*. 165 p. 90 L. Barn ; Mouladurioù Hor Yezh. – Klerg. *Faltazi an amzerioù kozh*. 180 p. 80 L. Mouladurioù Hor Yezh.

Muioc'h muiañ a bostoù divyezhek a vez kinniget hiziv an deiz. Gwell a-se evit ar brezhoneg. Mankout a ra siwazh brezhonegerien ampart da vont war ar micherioù-se, ken treut eo deut da vezañ anaoudegezh yezh ar vro er boblañs. Savet eo bet Stumdi (STUMmadur DIbaouez) e 1985 evit reiñ tu da derriñ an ezhomm dipitus-se. Aozet e vez gant ar gevredigezh-se prantadoù staj eizh mizvezh evit stummañ ar re deut war ar brezhoneg ha reiñ tu dezho da gavout fred war an dachenn-se. Dont a ra brav ganti. Ouzhpenn 70 % eus ar re gentañ bet stummet gant Stumdi a zo bet kavet ganto ul labour, un nebeud sizhunvezhioù war-lerc'h klozadur o staj.

Kefridi Stumdi eo ober brezhonegerien dereat eus an dud a sav c'hoant enno mont war ar postoù divyezhek liesseurt kinniget war marc'had al labour. Evit kregiñ ganti e ranker bezañ gouest da zeskiñ ober gant ur yezh nevez e-korf un nebeud mizvezhioù. Ouzhpenn 250 a dud a zo bet dija o heuliañ ar prantadoù staj aozet gant Stumdi ha kalz anezho, dreist-holl e-touesk ar re ziwezhañ, o deus kavet fred nepell war-lerc'h.

Un dalvoudegezh ekonomikel a vez hiziv an deiz gant yezh ar vro. Postoù labour nevez, ha zoken micherioù nevez (evel an doublañ filmoù) a vez krouet a-drugarez d'al lusk kreñv dastumet ganti. Ne vez ket karget Stumdi da stummañ an dud war ar micherioù-se, met da lakaat anezho da dizhout al live yezh ret evit ober ar micherioù-se e brezhoneg. Harpet e vez Stumdi gant ar Rannvro, Programoù Broadel ar C'hemm Micherel, Departamantoù Penn ar Bed, Aodoù an Arvor ha Mor Bihan. Tri lec'h studi a zo bet digoret, unan e Brest, unan all e Sizun, egile en Oriant.

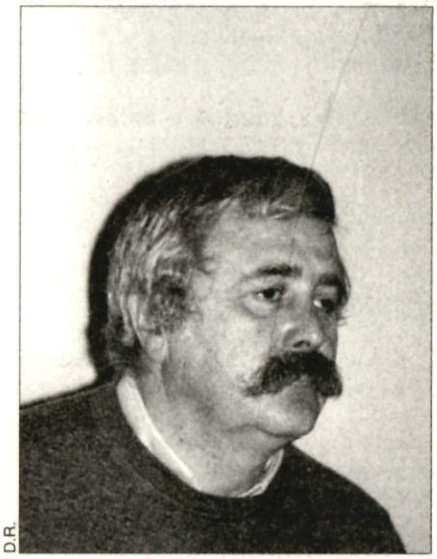
Kinniget e vez gant Stumdi evit tizhout ar pal uhel-se, 1000 eurvezh labour, 400 anezho e-barzh embregerezhioù. A-benn bezañ eus an efedusañ, e vez klasket ober eus ar brezhoneg yezh an devezhioù studi ar buanañ ar gwellañ. Dont a ra ar stajidi a-benn da implij ar yezh kenetrezo da heul daou vizvezh studi. Seul aesoc'h a-se e teu da vezañ evito goude-se muzuliañ o ezhommoù war an tachennoù micherel dibabet ganto.

Mestroniañ ar yezh

Klasket e vez gant ar c'hentelioù lakaat ar stajidi da vestroniañ reolennoù diazez ar yezh. Desket e vez lenn, skrivañ ha kompren ar modoù liesseurt implijet er yezh komzet. Un implij braz a vez graet eus an teknikoù nevez e-kerz ar c'hentelioù-se. Lakaet e vez ar stajidi ouzhpenn-se da zizoloeiñ ar pezh a ya d'ober sevenadur dibar ar vro, evel al lennegezh brezhonek, an Istor pe an arzhoù pobl, rak n'eus ket tu da zastum un anaoudegezh solut eus ur yezh hep bevañ e-kreiz an endro sevenadurel ha sokial a zo bet he hini betekhen.


D.R.

Stajidi o pleustriñ.


D.R.

Patrick Merien, rener Stumdi.

Estreget kentelioù a vez aozet e-kerz ar prantadoù studi. Lakaet e vez an dud d'ober eurvezhioù labour e-barzh embregerzhioù lec'h ma vez implijet ar brezhoneg. Degemeret e vezont e-gizse gant ar radioioù lec'hel, ar farderien programoù tele, an embannerien levrioù, al levraouegoù. Dibab a ra ar braz anezho mont e-barzh ar skolioù lec'h ma vez braz ar goulenn danvez skolaerien diyezhek, skolioù Diwan, Katolik ha Stad. Kavet e vez fred ivez bremañ war an dachenn sokial.

Ur skipailh eizh den (dizale dek) a vez implijet gant Stumdi hed an amzer, met gopret e vez ouzhpenn-se tud all (evel komedianed) evit dont da glokaat o labour ur wech an amzer. Renet e vez Stumdi gant Patrick Merien. Fiziet e vez aozadur ar c'helenn e-barzh Pascal ar Marc'heg. Aozet e vez tri staj bep bloaz, an hini kentañ o kregiñ e miz c'hwevrer, an eil e miz gouere, an trede e miz here. Degemeret e vez an holl liveoù studi. Aozet e vez un arnodenn e-kerz ar staj, hag un eil en e fin a-benn muzuliañ al live tizhet war ar yezh komzet ha skrivet. An testeni studi roet gant Stumdi a zigor muioc'h muiañ a zorioù.

Paol AR MEUR

Evit kaout titourioù resisoc'h : Pellgomz : 02.98.24.10.17.

Apprenons-leur le caniveau !

Les efforts de la mairie de Landerneau dirigée par Jean-Pierre Thomin, pour défendre et promouvoir la culture bretonne, sont bien connus et appréciés depuis longtemps.

L'énergie avec laquelle cette courageuse équipe s'occupe de la propreté de sa ville est moins connue. La photo exclusive que nous publions ici en est pourtant un témoignage irréfutable.

En effet, pour éviter aux trottoirs et à la voie publique d'être souillés par les déjections des responsables municipaux, la mairie n'a pas hésité à leur installer des espaces spécialement réservés.

On remarque même qu'une certaine hiérarchie républicaine est respectée :

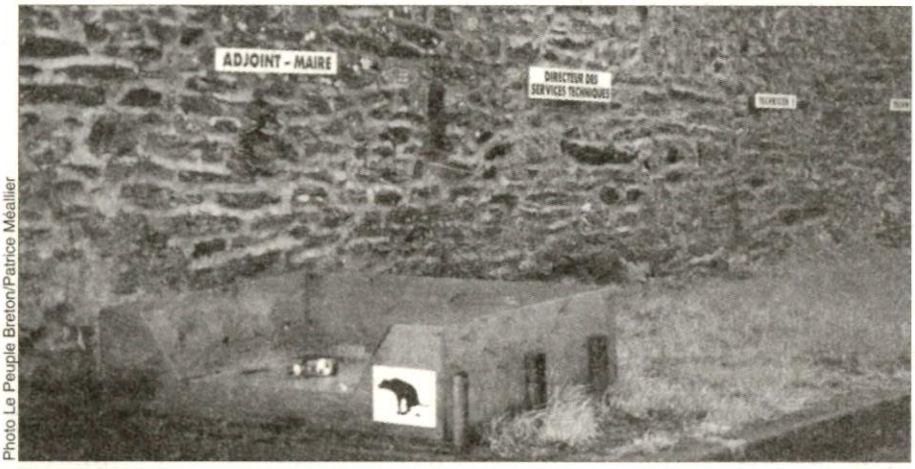


Photo Le Peuple Breton/Patrice Méallier



Photo Le Peuple Breton/Patrice Méallier

l'adjoint au maire – qui est un élu du peuple – a droit à un véritable bac à sable signalisé, alors que les personnels, quel que soit leur grade – directeur des services techniques y compris – doivent se contenter d'un espace herbu. Mais que font les syndicats ?

Par ailleurs, les campagnes visant à sensibiliser la population de Landerneau en matière de sécurité sont manifestement efficaces, comme en témoigne notre seconde photo, prise dans un charmant hôtel.

Ce panneau, apposé dans un couloir... sur la porte des WC, conseille en effet d'"évacuer les occupants" des lieux en cas d'incendie, ce qui semble évidemment une sage précaution.

Dernière précision, pour les ethnologues intéressés : ces photos ont été prises à Landerneau rive gauche (donc côté Cornouaille), et non rive droite (côté Léon).

Photos (récentes et authentiques) et commentaires :

Patrice MEALLIER

Lettre ouverte à mon pharmacien

Cher Pharmacien,

Vous avez affiché durant ces dernières semaines à pleine devanture de votre officine, sur la place centrale du bourg, les courbes de dégénérescence des facultés humaines : intellectuelles, physiques, sexuelles... ceci dans le but de doper vos ventes de Ginseng, proposé à 300 F la cure d'un mois.

Supposant votre attachement professionnel au serment d'Hippocrate, je ne peux évidemment vous suspecter de publicité mensongère. Vos statistiques émanent très certainement d'un organisme scientifique indépendant.

Votre publicité a toutefois eu pour effet de démoraliser une grande partie de la population cantonale découvrant qu'à 40 ans les facultés humaines ont diminué de moitié et qu'à 60 ans, dotés d'une incapacité à 80 %, nous ne sommes plus que des larves, bonnes à être enfouies dans la future poubelle nucléaire des Monts-d'Arrée.

Dans le but de redonner espoir à notre population locale, déjà fortement éprouvée par la tempête, je me propose pour fêter mes 60 ans, en mars prochain, de vous affronter en combat singulier sur tous les terrains mentionnés plus haut. Je vous sais jeune et dynamique et j'ai bien conscience des risques que j'encours.

Le duel intellectuel se devra d'être arbitré par une personnalité scientifique incontestable, éloigné des firmes commerciales. Je vous propose Théodore Monod, un chercheur qui, à 98 ans passés, continue à arpenter le désert à la recherche de nos traces. Pour les épreuves sportives, je vous laisse le choix de la discipline et de la distance. Le contrôle antidopage sera présidé par Richard Virenque. Quant aux évaluations sexuelles, afin de ne pas choquer nos braves paroissiens, je vous propose de les effectuer à huis clos sous l'arbitrage actif d'une de vos charmantes préparatrices.

En espérant que vous aurez à cœur de relever ce défi, je vous prie de croire, cher pharmacien, à l'assurance de ma verte jeunesse, garantie sans Ginseng, O.G.M., ni Viagra...

Jean KERGRIST

PAYS BASQUE

Lettre à M. Jospin



Monsieur le Premier Ministre

Nous nous permettons d'attirer aujourd'hui votre attention sur la situation au Pays Basque. Nous nous adressons à vous en tant que parti politique agissant par des moyens pacifiques et démocratiques, rejetant et réprouvant l'utilisation de la violence à des fins politiques dans les Etats où existe une possibilité d'expression démocratique, sans oublier cependant que des formes d'oppression ou de violence étatique peuvent y exister.

Ce que nous craignions est arrivé. Depuis la rupture de la trêve (qui durait depuis quatorze mois) le 3 décembre dernier et l'annonce par ETA de sa décision de «réactiver l'utilisation de la lutte armée», il n'y avait pas eu d'attentat. Ceux qui ont été perpétrés à Madrid et à Vitoria ont à nouveau tué.

Depuis plus de trente ans le conflit entre l'Etat espagnol et ETA a fait près d'un millier de morts. Il est plus que temps d'en sortir. Mais ce conflit ne peut se résoudre que sur le plan politique par des négociations. ETA ne sera jamais en mesure de faire céder l'Etat espagnol, ni l'Etat français. Même en renforçant la répression, les deux Etats ne supprimeront jamais définitivement la menace terroriste.

Pendant quatorze mois ETA a maintenu sa trêve et aucune personne n'a été tuée. Une tentative de négociations a été esquissée, mais a échoué. Différentes voix se sont élevées pour dire que l'opportunité de négocier, offerte par la trêve, n'avait pas été saisie. Le secrétaire fédéral du Parti socialiste pour le Pays Basque français a notamment déclaré lors de la rupture de la trêve : «cette mauvaise nouvelle est la fin d'une occasion que l'on n'a pas su saisir». Quant à Julien de Madariaga, l'un des fondateurs d'ETA en 1958, qui a depuis rompu avec cette organisation et avec la violence clandestine, il est allé plus loin : «les Etats français et espagnol ont trop joué avec le feu. Ils ont ainsi remis ETA sur les rails qui conduisent à cet échec en pratiquant un immobilisme total et des provocations continuelles comme l'arrestation de négociateurs désignés par l'organisation».

Devant la rupture de la trêve et la reprise des attentats, il est urgent de tout faire pour créer les conditions d'une nouvelle négociation. Cela passe, à notre sens, par un certain nombre de mesures, comme le rapprochement des prisonniers, nullement contradictoire avec les normes du droit, l'arrêt des expulsions forcées vers l'Espagne des prisonniers basques en fin de peine, et une enquête, sinon un jugement, sur les fonctionnaires français impliqués dans les crimes du GAL.

Nous ne demandons pas la libération inconditionnelle des prisonniers basques ou l'arrêt des jugements. Mais nous nous élevons contre la poursuite des expulsions forcées vers l'Espagne des prisonniers basques en fin de peine, qui sont ensuite condamnées par les tribunaux administratifs comme contraires aux conventions internationales signées et ratifiées par la France et exposant les personnes concernées à des risques de tortures et de mauvais traitements dans les prisons espagnoles. Il est déjà intolérable en soi que l'Etat ne respecte pas sa propre légalité, ni les Droits de l'Homme. Cela ne peut en outre que donner aux partisans de la violence clandestine des raisons de continuer leurs crimes. Nous déplorons le manque de réponse sur le fond, sinon l'absence totale de réponse, de votre part comme de celle de membres de votre gouvernement, aux courriers et aux appels posant la question de ces expulsions forcées. La raison d'Etat l'emporterait-elle, au mépris du droit, sur la démocratie ?

Nous nous sommes réjouis des avancées vers la paix en Irlande du Nord, même si, malheureusement, l'application de l'accord d'avril 1998 semble en ce moment interrompue. Nous estimons également comme hautement positif l'ouverture d'un dialogue en Corse, après que vous aviez reçu tous les élus de l'île, y compris les nationalistes proches des tenants de l'action armée clandestine, ce qui a amené ces derniers à proclamer une trêve. Vous avez déclaré à propos de la Corse : «on ne peut se satisfaire d'une situation bloquée qui favoriserait les extrémistes». Même si le contexte est différent, nous estimons qu'il en est de même pour le Pays Basque et nous espérons de votre part, en liaison avec le gouvernement espagnol, une initiative pouvant débloquer la situation.

Nous estimons que l'appel lancé le 5 janvier dernier, par le Parti National Basque, Eusko Alkartasuna et Izquierda Unida, partis refusant l'action clandestine armée et se référant à l'exemple nord-irlandais, peut servir de base à un règlement négocié. Il contient notamment la demande à ETA de rétablir le cessez-le-feu, la demande aux gouvernements français et espagnol de respecter les prisonniers, d'accepter les décisions démocratiquement exprimées par les citoyens basques, la proposition aux partis ayant des élus au Pays Basque de relancer le dialogue et la négociation et un appel à la société basque pour qu'elle participe à ce processus.

Nous souhaitons que soit saisie toute opportunité facilitant le retour à la trêve et à des négociations. Nous sommes persuadés que vous partagez notre préoccupation et que vous voudrez bien accorder attention à notre courrier.

En l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.

L'UDB

Les Bretons ne comptent pas sur Jörg Haider pour faire respecter leurs droits

Dans un entretien accordé au quotidien «La Croix» (14/2), le chef de l'extrême droite autrichienne déclare : «J'aimerais que le gouvernement français applique aux Bretons et aux autres minorités de votre pays les critères appliqués aux minorités en Autriche et en Carinthie».

Jorg Haider et son parti, qui s'opposent aux écoles bilingues de la minorité slovène d'Autriche, sont très mal placés pour faire la leçon à qui que ce soit en matière de respect des droits des minorités, même au gouvernement français.

L'Union Démocratique Bretonne (UDB), pour sa part, rappelle que tout en militant pour une reconnaissance officielle du peuple breton et le droit à l'autonomie, elle défend une citoyenneté fondée sur le droit du sol. A ce titre, dans l'article 2 de son projet de statut particulier pour la Bretagne, l'UDB propose que le droit de vote et l'éligibilité en Bretagne soient accordés automatiquement aux ressortissants de l'Union Européenne et au terme de cinq ans de résidence aux personnes d'une autre nationalité (par exemple Américains, Hongrois, Marocains ou Maliens).

Par ailleurs, l'UDB rappelle que l'extrême droite française, FN et MNR confondus, s'oppose avec virulence à la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires. L'Histoire témoigne que les Bretons ont toujours combattu les thèses racistes. Ils ne permettront pas que Jörg Haider ou tout autre représentant de l'extrême droite s'approprie leur cause pour tenter de manipuler l'opinion publique européenne.

C.G.

La Carinthie en proie à Haider

Le gouvernement autrichien, nouvellement formé, comprend six ministres membres du parti libéral autrichien (F.P.Ö), parti d'extrême droite. Mais son leader Jörg Haider n'en fait pas partie. Il est cependant toujours gouverneur de Carinthie, un des neuf Länder autrichiens ; il en est aussi le ministre de la Culture ! Celui qui fait chanter par ses jeunes partisans le rap de Haider, disant : «Mieux vaut un loup sous une peau de mouton qu'un mouton sous une peau de loup», montre en Carinthie son véritable visage (celui du «Dr Hyder»), même s'il essaie d'amadouer l'opinion internationale.

Haider, gouverneur de Carinthie

Après des déclarations, en 1991, vantant la politique de l'emploi du IIIe Reich, il avait dû démissionner de son poste de gouverneur. Il le retrouve en mars 1999 lors des dernières élections. Il dirige un gouvernement local qui comprend des membres du parti conservateur (Ö.V.P.)... mais aussi du parti social démocrate (S.P.Ö) ! Il faut dire qu'un des prédécesseurs de Haider, membre du S.P.Ö., a un jour avoué sa fierté d'avoir fait partie des Jeunesses hitlériennes.

Le F.P.Ö. préconise une politique xénophobe. Il demande la création d'une carte d'identité spéciale pour les étrangers.

En tant que gouverneur de Carinthie, Haider a voulu soumettre tous les élèves étrangers de son Land à des tests médicaux, après qu'un cas de tuberculose ait été découvert chez une élève originaire du Kosovo ; ce sont finalement tous les élèves qui ont été contrôlés, la loi autrichienne interdisant les mesures discriminatoires.

Haider s'en prend aussi aux écoles bilingues qui permettent à la minorité slovène de suivre un enseignement dans sa langue.

La Carinthie, bastion avancé du germanisme

La minorité slovène groupe 2 à 8 % des habitants de Carinthie, soit 15 000 à 50 000 personnes selon les estimations.

Le nationalisme de Haider prend sa source dans les rancœurs anciennes entre Autrichiens et Slovènes de Carinthie.

Avant la première guerre mondiale, les Slovènes étaient plus nombreux qu'aujourd'hui et étaient majoritaires dans la capitale Klagenfurt (Celovec en slovène). Après deux ans de conflit armé, de 1918 à 1920, un référendum est organisé le 10 octobre 1920 pour décider du sort de la province disputée entre l'Autriche et la Yougoslavie nouvellement créée. La Carinthie choisit alors de faire partie de l'Autriche. Mais elle se considère comme un bastion de la culture germanique aux confins du monde slave. Chaque année, le 10 octobre, des nostalgiques du passé, dont d'anciens Waffen S.S., se retrouvent à Klagenfurt pour commémorer le référendum.

De nouveaux affrontements eurent lieu en 1945. Si la situation s'est ensuite apaisée, les Slovènes ont longtemps été perçus comme une menace contre la langue et la culture allemandes.

Une politique hostile aux Slovènes

Les Slovènes restent victimes de discriminations pas toujours visibles.

Il y a aujourd'hui près de 90 écoles bilingues en Carinthie. Mais les familles slovènes sont forcées de choisir entre les deux langues, ce qui marginalise le slovène et favorise les écoles en allemand. Les jardins d'enfants slovènes sont privés de subventions. Haider veut imposer des germanophones monolingues comme directeurs des écoles bilingues.

Cependant il y a aussi des signes d'amélioration. Les partisans de Haider n'arrachent plus les panneaux bilingues. Il y a maintenant un «bureau des groupes ethniques» où siègent des représentants slovènes consultés sur les sujets qui les concernent. Si les choses changent dans le bon sens, c'est en raison de l'appartenance de l'Autriche à l'Union Européenne et au Conseil de l'Europe, dont la Convention pour la protection des minorités a été signée et ratifiée par l'Autriche. Elle est tenue de l'appliquer et d'accepter un contrôle des autres états membres tous les deux ans.

Les sociétés slovènes et germanophones se ressemblent de plus en plus, et de plus en plus de familles germanophones font apprendre le slovène à leurs enfants pour pouvoir plus tard commercer avec la Slovénie indépendante, toute proche...

Y.J.

PAYS DE GALLES :

Après la démission d'un des députés du Plaid Cymru, a eu lieu une élection partielle qui a tourné à la déroute pour les travaillistes. Plus tard, c'est une motion de défiance déposée par le Plaid Cymru qui a entraîné la démission du Premier secrétaire de l'Assemblée nationale galloise, en même temps leader des travaillistes du Pays de Galles, mis en place par le Premier ministre Tony Blair...

Triomphe du Plaid Cymru lors d'une élection partielle

En janvier dernier, Cynog Dafis, député aux communes et membre de l'Assemblée nationale galloise (dont il a fait adopter le nom) a annoncé sa démission de son mandat de député qu'il détenait depuis 1992, pour mieux se consacrer à l'Assemblée galloise à Cardiff.

Dafis a pris sa décision après en avoir parlé avec d'autres membres de son parti. Sa démarche peut avoir valeur d'exemple pour ceux qui font partie des deux Assemblées, parmi lesquels Dafydd Wigley, président du Plaid Cymru, député de la région de Caernarvon.

Cynog Dafis, longtemps professeur, est aussi connu comme militant de la langue galloise (il a été un des fondateurs de Cymdeichas yr laith Gymraeg, l'Association de la langue galloise) et comme militant écologiste (il a été en 1992 le candidat commun des Verts et du Plaid Cymru).

Après sa démission, a eu lieu le 25 janvier, une élection partielle dans le Ceredigion. Le Plaid Cymru a conservé son siège aux communes avec l'élection de Simon Thomas, âgé de 36 ans, qui obtient 44,2 % des suffrages (il n'y a qu'un seul tour aux élections britanniques) et améliore les résultats en pourcentage, de son parti.

Les libéraux-démocrates retrouvent le second rang avec 23,8 % des suffrages. Ils reprennent du poil de la bête dans une circonscription qu'ils ont détenu pendant la majeure partie du XX[e] siècle, jusqu'à leur cuisante défaite de 1992.



Welsh Nation

Cynog Dafis

Les Conservateurs obtiennent 17 % des voix et sont satisfaits de leurs résultats qu'ils attribuent à la popularité de leur leader.

Quant aux travaillistes, ils s'effondrent à la quatrième place avec 14,9 % des suffrages, leur plus mauvais résultat depuis des décennies...

La démission du protégé de Blair

Fin janvier, l'avenir politique du Premier secrétaire de l'Assemblée, Alun Michael, a été mis en question. Une motion de défiance à son égard a été déposée par le Plaid Cymru.

L'initiative du Parti gallois a été provoquée par le refus de Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier (Ministère des Finances) de s'engager à débloquer 1,2 milliard de livres (près de 13 milliards de francs) pour le Pays de Galles, pour satisfaire aux critères européens d'aide aux régions les moins développées : pas de fonds européens si le gouvernement ne débloque pas une somme équivalente à l'aide allouée par l'Union européenne...

Alun Michael a d'abord bravé la motion de défiance. Le Chancelier de l'Echiquier a exclu un nouveau versement du Trésor britannique et a accusé les partis d'opposition de présentation erronée des faits.

Le Président du Plaid Cymru a déclaré que M. Brown n'avait offert au Pays de Galles absolument rien de neuf.

Les libéraux-démocrates se sont engagés à voter la défiance au Premier secrétaire, si celui-ci n'obtenait pas l'égalisation des subventions européennes.

Le Plaid Cymru s'est déclaré prêt à faire des concessions si des garanties étaient données pour l'année prochaine.

La motion de défiance a été adoptée le 9 février par 31 voix contre 27 (celle des travaillistes). Alun Michael a alors donné sa démission de Premier secrétaire de l'Assemblée et de leader du Parti travailliste au Pays de Galles. Il a été remplacé à titre temporaire par Rhodri Morgan.

Selon un commentateur, la dévolution est devenue un cauchemar pour Tony Blair, qui a rendu hommage à Alun Michael pour son «excellent travail». Quant à celui-ci, il a mis en cause l'intégrité du Plaid Cymru, accusé d'avoir usé d'arguments faux.

En tout cas ces événements ont montré que l'Assemblée est un corps à l'esprit indépendant...

sale temps pour Tony Blair !

Le rétablissement d'un climat de confiance

Rhodri Morgan a donc pris la direction de l'Assemblée en tant que Premier secrétaire.

Mais les événements actuels, même si Rhodri Morgan a eu l'élégance de ne pas le rappeler, constituent une revanche sur ce qui s'est passé l'année dernière avant l'élection de l'Assemblée nationale galloise.

Rhodri Morgan est un député très populaire au Pays de Galles ; il représente aussi à l'Assemblée la circonscription de Cardiff-Ouest. Présent à Douarnenez en juillet 1998, il avait évoqué sa démission des communes dans le cas d'une élection à l'Assemblée ; la charge qu'il assume maintenant l'obligera peut-être à prendre cette décision.

Il a été battu en février 1999, à une faible majorité par Alun Michael, dans un vote des travaillistes pour désigner le leader du Labour aux élections et à l'Assemblée. Il avait l'appui de la majorité des membres de base du parti travailliste. Mais en raison de son opposition à l'idée de «troisième voie», il n'avait pas l'appui de Tony Blair, qui a fait élire Alun Michael, grâce au vote des barons des syndicats travaillistes. Cela a fait perdre des voix aux travaillistes lors de l'élection de l'Assemblée, au profit du Plaid Cymru, qui a remporté dans les vallées du Sud plusieurs circonscriptions constituant auparavant des bastions travaillistes, et qui, avec 30 % des suffrages, a presque fait jeu égal avec le Labour.

Le Plaid Cymru avait qualifié Alun Michael, homme du Premier ministre, de «caniche de Blair»...

Rhodri Morgan, après la démission de son rival, a été confirmé le 15 février, de façon définitive, comme Premier secrétaire de l'Assemblée. En fait, l'homme que Tony Blair a cherché à empêcher de devenir Premier secrétaire aura finalement obtenu la charge.

Rhodri Morgan a confirmé le cabinet actuel de l'Assemblée, dont il fait lui-même partie en tant que Secrétaire au développement économique.

Il a souhaité que le calme revienne à l'Assemblée. Il a mis l'accent sur l'importance de la démocratie : «Je crois dans le pouvoir de la démocratie pour améliorer la vie de notre peuple au Pays de Galles», a-t-il déclaré. Il a ajouté ensuite en gallois : «C'est notre Assemblée – et par nous je veux dire le peuple gallois – et nous devons travailler ensemble pour la faire fonctionner».

Dafydd Wigley, du Plaid Cymru, leader de fait de l'opposition, a souhaité la bienvenue dans son nouveau rôle Morgan. Il a déclaré avec une certaine ironie que le vote de défiance du Plaid Cymru à l'égard d'Alun Michael avait permis au Parti travailliste d'avoir maintenant le leader souhaité à l'origine par la majorité de ses membres gallois. Il a, en outre, considéré que la désignation de Rhodri Morgan envoyait un message clair selon lequel le Pays de Galles ne verrait plus ses leaders choisis de l'extérieur.

Yves JARDIN



D.R.

Membres du Plaid Cymru élus à l'Assemblée nationale galloise : au premier plan, au centre, Dafydd Wigley, Président du Plaid Cymru .

Un jour avec... Lumineuse



Photo Le Peuple Breton/Philippe Cousin

Jeune, talentueuse et dynamique, Sharon Shannon est considérée par beaucoup d'Irlandais, comme LA référence en matière de musique traditionnelle actuelle. D'aucuns ont même affirmé il y a quelques années, qu'elle était à l'accordéon, ce que Jimmy Hendrix était à la guitare. Il est vrai qu'elle est extrêmement populaire un peu partout, son premier album s'étant vendu en deux ou trois ans, à plus de 50.000 exemplaires.

Bien qu'elle se dise timide et réservée, et, craignant les interviews, préfère laisser la musique parler à sa place, elle a accepté lors d'un bref passage en Bretagne, de nous recevoir, se révélant à la vérité, une personne très chaleureuse.

Originaire du village de Corofin (Co. Clare) sur la côte ouest de l'Irlande, Sharon Shannon a grandi dans une famille de musiciens.

"Mes parents adoraient la musique de ceili et pratiquaient la danse, et mes grands-parents jouaient de nombreux instruments. J'ai donc été élevée dans la musique depuis le jour de ma naissance.

Vers 7 ou 8 ans, j'ai démarré l'apprentissage de la musique par le tin whistle (flûte). Puis, lorsque mon frère aîné Gary a commencé à apprendre la flûte traversière au collège à l'âge de 14 ans, nous nous sommes tous mis à étudier sérieusement un instrument ; ma sœur aînée Majeila, le fiddle, Mary la plus jeune, le banjo, et moi-même, l'accordéon. Au début j'ai appris par moi-même, puis j'ai suivi des cours avec Franck Custy, qui organisait des ceilis à Toonagh chaque vendredi soir. C'est d'ailleurs là que j'ai commencé à jouer en public".

Au début des années 70, le célèbre fiddler du Donegal, Tommy Peoples, étant venu s'installer dans le coin, Sharon l'avait donc toujours entendu jouer.

"Tommy Peoples m'a beaucoup influencé, et vers 17 ou 18 ans, je me suis moi aussi mise au fiddle, car c'est un instrument qui me fascinait".

Sharon écoute alors beaucoup de musique, et est très influencée par des groupes comme Bothy Band, Dé Dannan ou Stockton's Wing. Ayant quitté le collège pour l'Université de Cork, elle se met à fréquenter assidûment les sessions dans les pubs de cette

Sharon Shannon accordéoniste

ville. Ses compagnons de scène ont pour noms Aidan Coffey (ex Dé Dannan) ou Matt Cranitch.

C'est également à cette époque qu'elle fait chaque semaine le déplacement vers Doolin, petit village de la côte ouest du Clare, bien connu pour être la Mecque de la musique traditionnelle. Elle y rencontre Micho Russel, grand flûtiste avec qui elle sympathise.

"Le Co. Clare est un comté très riche dans sa diversité. En effet, s'il existe plusieurs styles musicaux dans différentes régions irlandaises, ici on ne peut parler d'un seul style. Dans l'est Clare, la musique est jouée assez lentement, et beaucoup de reels. A l'inverse, par chez moi dans l'ouest, le rythme des morceaux et des danses est beaucoup plus rapide. En fait il existe bien cinq ou six styles différents dans le Clare".

Vers l'âge de 20 ans, elle s'installe à Galway, où on lui demande de composer la musique d'une pièce de théâtre de Brendan Behan, *L'Otage*.

"Lorsque j'ai quitté la fac, je n'ai jamais eu un boulot comme tout le monde. En fait je jouais dans les pubs sept soirs par semaine, et j'adorais cela. A Galway j'ai donc continué ce mode de vie. Ayant rencontré Johnny McDonagh, je me suis intégrée au groupe Arcady, avec qui j'ai joué un peu moins d'un an".

En 1989, alors qu'elle vient de démarrer l'enregistrement d'un album, Sharon rencontre le groupe de folk-rock The Waterboys, et elle laisse tout tomber pour partir en tournée avec eux.

Discographie Sharon Shannon :

Sharon Shannon (Solid Records ROCD 8)

Out the Gap (Solid Records ROCD 14)

Each Little Thing (Grapevine GRACD 226)

Spellbound - The best of Sharon Shannon (Grapevine GRACD)

"Pendant un an et demi j'ai connu des moments fantastiques, et j'ai appris à cette époque à jouer avec des instruments inhabituels pour moi : la guitare, la basse, le saxo ou la batterie.

Lorsque je me suis arrêtée, j'avais acquis de nouvelles idées pour mon album. Je voulais lui donner une autre couleur, notamment par l'adjonction de percussions ou de claviers. Ce mélange de musique traditionnelle et de rock a d'emblée séduit le public."

Paru en 1991, le premier album de Sharon Shannon était un mélange éclectique de reels et de jigs, mais aussi d'airs cajuns, canadiens ou suédois, le tout agrémenté d'une rythmique soutenue.

Puis en 1994, l'album *Out the Gap*, était du même "tonneau" que le premier CD, c'est-à-dire une confrontation de la tradition irlandaise avec le reggae jamaïcain, des airs québécois ou finlandais.

"Je joue à l'origine de la musique traditionnelle", confie Sharon, *"des airs parfois très anciens, d'Irlande, mais aussi d'autres pays, je n'ai pas d'a priori. Lorsque j'écoute une mélodie et qu'elle me plaît, je la retiens et quelque temps après, je l'adapte à ma façon de jouer. En fait cette confrontation, on peut même parler d'expérimentation au sujet de morceaux cajuns ou des Caraïbes, ne m'effraie pas du tout, car derrière les arrangements modernes, on retrouve toujours la tradition.*

Pour moi ces expériences permettent de garder celle-ci bien vivante. Je ne veux absolument pas changer la tradition, que je sens très fortement en moi. Je veux juste essayer de la présenter différemment pour que les gens partout dans le monde, découvrent la musique irlandaise plus facilement. Ainsi, ensuite, ils iront jusqu'à ses racines. Je pense également que ma musique a permis à une nouvelle génération dans mon pays, de redécouvrir la musique traditionnelle que jusque-là ils ignoraient. Donal Lunny lui-même, a beaucoup œuvré en ce sens. Il a contribué à donner à la musique irlandaise, une plus large audience".

C'est pourquoi Sharon qui écrit aussi nombre des morceaux qu'elle interprète, revendique son appartenance totale à la tradition.

"Je compose des airs originaux bien sûr, mais j'ai trop de respect pour les anciens, pour m'insinuer dans la tradition. A côté de ça, j'aime créer des sons nouveaux, c'est très excitant. Comme sur le troisième CD, où j'interprète deux morceaux d'Amérique du Sud. Pour cela j'ai d'ailleurs été bien aidée par Donal et Steve Cooney, un grand guitariste".

Actuellement Sharon est la plupart du temps en tournées, soit avec son propre groupe, soit avec celui de Donal Lunny : Nouvelle-Zélande, Australie, Hongkong, Europe, USA... Cette activité intense ne la gêne-t-elle pas ?

"Absolument pas, j'adore jouer avec des amis musiciens. Même après les concerts, la plupart du temps, nous organisons des sessions. C'est un peu comme des vacances.

Et lorsque je rentre à Galway, je prends le temps d'écouter de la bonne musique : Matt Molloy, La Bottine Souriante, un groupe canadien, des violonistes du Cap Breton en Nouvelle Ecosse"...

Les musiciens qui l'accompagnent se nomment Trevor Hutchinson à la basse, Mary Custy au fiddle, Mary Shannon à la flûte et au banjo...

Avec son look d'éternelle adolescente, bien qu'elle ait fêté récemment ses 30 ans, Sharon Shannon s'affiche comme une personne gaie et débordante d'énergie. Elle s'étonne encore de son succès rapide, tout en ne le boudant pas.

"Ces dernières années ont été heureuses pour moi. J'ai une vie fantastique, une foule d'amis musiciens. Ma musique vient du cœur et non de la tête. Que demander de plus".

D'ores et déjà on peut avancer qu'elle a en projet un nouvel album de compositions personnelles, en collaboration avec Steve Cooney et Donal Lunny.

Philippe COUSIN

◆ Les minorités en question

Le retour des minorités sur le devant de la scène, amorcé depuis une dizaine d'années, a mis en évidence des diversités de situation et exigé le développement de nouveaux concepts (communautarisme, métissage, peuples autochtones...). Le Groupement pour les droits des minorités (GDM) a organisé en 1996 un colloque sur ce sujet. Une partie des interventions, et quelques autres textes, sont rassemblés et publiés et font utilement le point.



Yves Lacoste fait le lien entre minorités et géopolitique, Bruno Hamard fait l'historique du concept de minorité. Des études locales évoquent les questions alsacienne (P. Klein), bretonne (C. Guyonvarc'h), balkanique (D. Analis), alors que Suzanne Citron et H. Giordan se situent dans le cadre hexagonal. Les questions de définition et de droit des minorités sont également abordées sous leur aspect juridique.

Tous ces textes ont acquis une actualité encore plus brûlante depuis l'opposition récente du Conseil Constitutionnel à la Charte des langues régionales et minoritaires.

J.J.M.

(256 pages, 80 francs, CDM, 212 rue Saint-Martin, 75003 Paris).

◆ Les bouilleurs d'écume



Enchanteur ! Magique ! Ce premier roman de Bertrand Carnebuse nous absorbe dès les premières pages. Le héros Beltig et ses amis nous entraînent dans des aventures plus extraordinaires les unes que les autres. Tout commence dans les rues sombres du port de Tréboul une nuit de juin et les rebondissements se succèdent dès lors sans cesse !

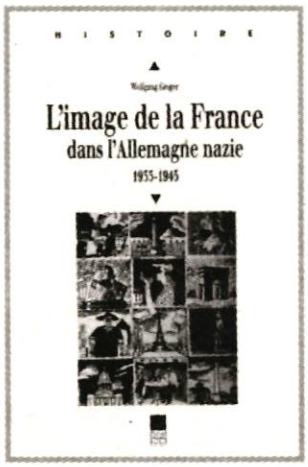
Les préparations druidiques, les transferts d'apparence, les levées d'hommes ; tout se mêle et enveloppe le lecteur d'une ambiance étonnante dont on ne se libère, à la fin du roman, qu'avec regret.

Espèrons que B. Carnebuse n'abandonnera pas Beltig en si beau chemin et qu'il nous fera partager, dans un futur proche, d'autres aventures.

(Terre de Brume, 119 F).

◆ L'image de la France dans l'Allemagne nazie (1933-1945)

Ce livre de plus de 400 pages est l'œuvre de notre ami Wolfgang Geiger, chercheur allemand qui a vécu une dizaine d'années à Nantes, sans doute le plus breton des Allemands d'aujourd'hui, et ce n'est pas son fils, le malicieux Yannick, qui nous contredira. Enfin, personne ici n'a oublié son ouvrage paru chez Skol Vreizh au moment du bicentenaire : "Paris Accapareur".



Dans cette thèse de doctorat, soutenue à Nantes en 1996, W. Geiger, au bout de longues années de recherches a voulu analyser l'image de la France et des Français telle qu'elle était véhiculée sous le troisième Reich. Il a donc lu et étudié une somme considérable de livres, d'articles, de lettres, de documents. Assez surprenante pour nous aujourd'hui, l'image de la France était plurielle pour les Allemands avant le début de la guerre, et le gouvernement nazi ne s'opposait pas systématiquement à l'expression de ces différences. De ceux qui ne voyaient le voisin que comme un peuple moribond et gangrené à ceux qui l'admiraient pour son histoire, sa culture, et même la place qu'il accordait aux intellectuels, bien des nuances pouvaient donc s'exprimer. La guerre et la victoire éclair du printemps 40 allaient bientôt changer la "donne".

La France et l'Allemagne ont appartenu au même empire... aux temps des Carolingiens (la Bretagne était alors indépendante et les Pays de la Loire n'apparaissaient encore sur aucun document !). Mais il y avait déjà de notoires différences entre l'une et l'autre, et tout l'historique des siècles suivants, jusqu'à nos jours, nous ramène au couple "amour-haine" qui pourrait bien définir la relation entre les deux grands voisins, la haine n'étant pas systématique même en 1940, le gouvernement allemand voulant jouer à fond la carte de la culpabilité anglaise dans le déclenchement de la guerre ! D'ailleurs, même au plus fort de la guerre, les Allemands n'expriment pas tous les mêmes sentiments. Mais il est maintenant question de propagande en temps de guerre, et le docteur Goebbels veille !

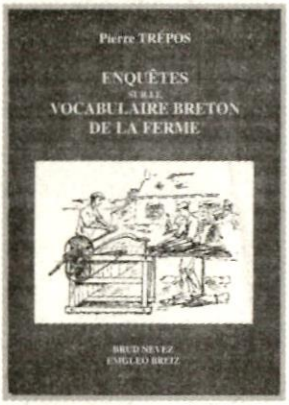
Parmi les thèmes qui reviennent sur les raisons de la victoire nazie (et donc de la défaite française), il y a le vin (et le pastis) dont les Français jouisseurs abusent (tout comme de la "bonne vie" en général), le poids de la communauté juive (les intellectuels allemands à Paris semblent alors si loin de la dramatique réalité des camps d'extermination) et la "mixité ethnique" du vaincu, avec notamment la forte présence de Méditerranéens et d'Africains des colonies dans la population (une question qui renvoie sur un débat qui n'est toujours pas clos outre-Rhin entre le droit du sol et le droit du sang).

Il n'est pas question ici de résumer un livre aussi riche, aussi dense, mais plutôt de conseiller sa lecture. Les rapports secrets allemands sur l'opinion française en 1941, par exemple, valent le détour, tout comme le regard des soldats, et non pas seulement celui des intellectuels, sur le pays vaincu. Certes, le livre ne reprend pas l'intégralité de la thèse, mais l'essentiel. Il s'agit néanmoins là de l'aboutissement d'un travail considérable et utile (utile aussi pour nous, au quotidien, au moment où ressurgissent les vieux démons anti-bretons d'une minime élite parisianiste, laquelle gagnerait beaucoup à mieux connaître la deuxième guerre mondiale vue de Paris avant de s'en prendre toujours aussi sottement à la Bretagne aux milliers de résistants déportés ou fusillés). Mais cette remarque est personnelle, elle n'a évidemment rien à voir avec le travail monumental et remarquable de notre ami Wolfgang Geiger.

Etienne GASCHE

(Editions PUR, 180 F.)

◆ Enquêtes sur le vocabulaire breton de la ferme



Brud Nevez a réédité ***"Enquêtes sur le vocabulaire breton de la ferme"***, un travail paru pour la première fois dans les ***Annales de Bretagne*** (1961-1962). Il s'agit de la quatrième édition entièrement recomposée. On ne saurait trop regretter la disparition précoce de Pierre Trepos. Parmi ses nombreuses publications sa ***Grammaire bretonne*** et les présentes ***Enquêtes*** nous sont toujours précieuses.

De nombreuses illustrations et cartes facilitent la lecture et la compréhension. Avec le recul du temps, ce qui n'était qu'une enquête "linguistique" devient un rapport d'ethnographie.

Les anciens y retrouveront beaucoup de choses et les plus jeunes apprendront aussi beaucoup de choses. Merci pour cette réédition.

G.M.

Pierre Trépos, Le vocabulaire breton de la ferme, 70 F.

◆ Sentinelles de la mémoire



Pour son premier roman, Pascal Rannou nous a gâtés.

D'abord, l'intrigue est séduisante : partir à la recherche de deux oncles, morts à 27 et 31 ans en Indochine. Ensuite le procédé pour nous amener à la rencontre de ses personnages. Pascal Rannou croise les époques et nous entraîne tantôt dans les monts d'Arrée de 1938, tantôt dans les rizières indochinoises, au gré des souvenirs des témoins rencontrés. D'autres fois encore nous sommes dans les camps de captivité de prisonniers en Allemagne ou bien dans la Bretagne rurale des années 60 pendant l'enfance du narrateur-enquêteur.

Ce n'est pas une surprise, Pascal Rannou écrit bien : des phrases dont la musique demeure longtemps en tête. Il décrit admirablement des tableaux qu'on voit s'animer sous nos yeux comme la course cycliste ou le pardon ; pour un peu on entendrait les notes de l'accordéon flottant dans l'odeur du café.

Dans son ouvrage, Pascal Rannou évoque le militantisme breton pendant l'occupation, il le fait de façon très fine et sereinement : "la mémoire appartient à ceux qui l'on vécue, quiconque se l'approprie risque de la défaire", écrit-il à la fin du roman.

Donc, nous avons beaucoup aimé et nous vous conseillons vivement de le lire également.

Eliane LECLERCQ

Editions Coop Breizh

◆ On est sérieux quand on a dix-sept ans

On est sérieux quand on a dix-sept ans. Oui, vous avez bien lu, il n'y a pas d'erreur. Ce n'est pas du poème de Rimbaud dont il s'agit ici, mais bel et bien du dernier ouvrage du poète trégorrois Yvon Le Men, qui vient de paraître chez Flammarion.



Qu'il a été long le chemin d'Yvon Le Men depuis le début des années 70, qui le vit entrer en poésie, comme d'autres entrent en religion. ,Et bien longue est la liste de ses écrits depuis lors. Parmi ceux-ci, une trilogie sous forme de courts récits, entamée en 96 avec *Le petit tailleur de shorts*, et continuée en 97 avec *La clé de la chapelle est au café d'en face*. Avec *On est sérieux quand on dix-sept ans*, la boucle est bouclée.

Parler de mémoires pour un auteur de son âge serait incongru. Disons plutôt souvenirs, trajet d'une vie. Depuis sa découverte de la vie estudiantine et son entrée dans l'Histoire, dans le Rennes de 1970, où il milite au milieu de ses camarades de fac, en passant par le Manifeste des chanteurs bretons et les années Névénoé, jusqu'à ce que son chemin croise celui de poètes comme (Grall, Malrieu, Guillevic..., voici bien le récit passionnant d'une vie simple, mais combien riche de rencontres.

Un petit ouvrage de 200 pages qui se lit en quelques heures, et vous laisse un goût de bonheur dans la tête.

Philippe COUSIN

200 pages, 85, F. Ed. Flammarion.

◆ Un digne héritier

Un digne héritier. Sous-entendu : Anthony Blair, digne héritier de Margaret Thatcher.

Voici un petit livre qui montre que le parti néo-travailliste *(new labour)* n'a plus grand-chose à voir avec le progrès social. Même l'instauration d'un salaire minimum ne se comprend que dans une logique comptable de boutiquier : cette mesure, en apparence philanthropique, permet en fait la suppression des aides sociales aux pauvres au-delà de ce salaire minimum situé à un niveau ridiculement bas.

On y lit aussi que les nationalistes écossais et gallois apparaissent comme les seuls représentants d'une gauche socialiste dans la vie politique britannique. Argument intéressant pour promouvoir une certaine idée de la Bretagne.

Enfin, le statut d'autonomie concédé par Londres *(devolution)* apparaît comme une manière habile d'éviter la séparation sous la pression d'un rapport de forces favorable aux nationalistes.

Jacques LE BOHEC

Keith Dixon, Un digne héritier, Ed. "Raisons d'agir", 30 F.

Les 15 et 16 avril, à Pontivy
LE KAN AR BOBL DE L'AN 2000

"Kan ar Bobl" se veut sans "murs", sans repliements doctrinaires, sans idéologie destructrice, sans dogmes, seulement à l'écoute des chants du peuple en Bretagne. Chansons de tous, mais d'abord des gens humbles, paysans, marins, ouvriers, ruraux de tous métiers..." En présentant la nouvelle édition du Kan ar Bobl, Pierre Le Padellec, qui préside depuis 1997 l'association organisatrice, ne peut manquer de faire un parallèle éclairant entre l'étonnante sérénité d'une Bretagne épanouie dans sa celtitude et les blocages idéologiques d'un Etat centralisé crispé sur ses certitudes dépassées.

"Sans murs", le Kan ar Bobl s'ouvre à tous ceux qui, chanteurs musiciens ou conteurs, jeunes ou moins jeunes, ont choisi de s'exprimer à travers la culture de leur pays. "Sans dogmes", le Kan ar Bobl s'ouvre largement aux inspirations créatrices, celles qui font que la tradition reste bien vivante.

Comme l'an dernier, l'édition 2000 du Kan ar Bobl se déroule en deux étapes bien distinctes. De janvier à mars, 18 rencontres de pays auront permis de sélectionner les meilleur(e)s concurrent(e)s, dans des catégories aussi diverses que "chants à écouter", "chant à danser, "conte", "harpe", "duos", "groupes musicaux", "scolaires"... Et les 15 et 16 avril prochains, à Pontivy, aura lieu la grande finale du Kan ar Bobl, qui permettra aux sélectionnés de se départager.

Le concours proprement dit se déroulera toute la journée du dimanche 16 avril, mais dès le samedi de nombreuses manifestations animeront le Château des Rohan et ses abords. Outre le salon de la Lutherie et le Forum des Associations culturelles bretonnes, qui déjà l'an passé avaient remporté un vif succès, on pourra aussi assister à une conférence sur "l'Identité bretonne", participer à des rencontres avec Jean-Michel Veillon ou Erik Marchand. Et s'intéresser à un débat sur le thème "Musique et Internet, danger ou opportunité". Le Kan ar Bobl 2000 sera branché !.


D.R.

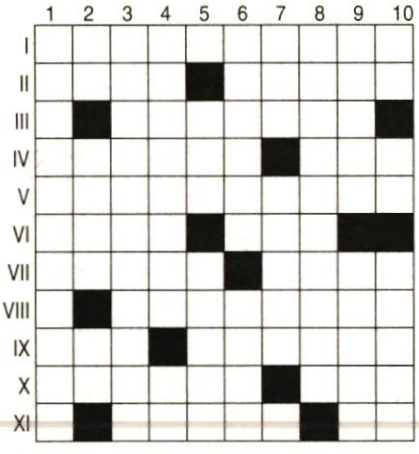
Le samedi soir, à la salle des fêtes, un grand fest-noz permettra en même temps de retrouver le groupe lauréat de l'édition 99, les Quinocéens de Menestra, également vainqueurs du concours interlycées à Lannion, etc.

La trentième édition du Kan ar Bobl, qui aura, comme l'an dernier, mobilisé plus de 3000 candidats, s'apprête à accueillir des milliers de spectateurs à Pontivy ; elle s'annonce sous les meilleurs auspices.

P.M.

Mots Croisés Bretagne-Celtie
n° 123

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. La paternité lointaine de cette danse, présente notamment dans certaines œuvres de Bach, est attribuée aux marins bretons. – II. Cet affluent de la Vilaine prête une partie de son cours au canal de Nantes à Brest ; Inversé : fait comme le cours de l'Aulne, en particulier à l'est de Châteaulin. – III. Fixent le "melon" au sud de la Loire. – IV. Cette famille royale irlandaise a maintenu l'indépendance de l'Irlande jusqu'au XVI[e] siècle ; A permis de secourir bien des navires. – V. Feront comme tous les navires. – VI. Souvent le plus âgé mais pas toujours le plus honorable ; Inversé : préposition. – VII. Ce que l'on voudrait faire de tous les Bretons ; Inversé : sabot naturel. – VIII. Ce poisson n'est présent chez nous que dans les aquariums. – IX. Spécialité bretonne selon Marie de France ; Sans force. – X. Pas nécessairement funèbre ; En 1809 pour Elisa Mercœur. – XI. Bien que né à Tours en 1905, cet ami de Sartre n'avait garde d'oublier ses origines bretonnes ; Terminaison bretonne.

VERTICALEMENT : 1. Né à Dinan en 1704, cet écrivain fut secrétaire perpétuel de l'Académie Française. – 2. Souvent cité à propos de ses oreilles ; Inversé : presque inexistant ; Article. – 3. En 1793, fut témoin d'une bataille marquant la fin de la "Vendée militaire". – 4. Ce village proche de Berrien n'est pas réputé pour l'état de ses chapelles ; Ce que n'est pas la pauvreté. – 5. Lettre de Quily ; N'est rien sans sa pointe. – 6. Ne sont jamais autant utilisées qu'en cas de marée noire ; Chercher du lin. – 7. Lettres de Quily ; Ce fameux Trégorrois tenait Jésus pour un homme incomparable. – 8. Vivent entourés d'eau. – 9. Ce que n'est certes pas le Concorde ; On y trouve le point culminant de la Bretagne. – 10. Sens et Essé en font un usage opposé ; Mère nantaise d'un poète célèbre (Initiales) ; Equidés.

Mikaël ERWAN

SOLUTION du n° 122

Horizontalement : I. CONCARNEAU. – II. OG ; ORATEUR. – III. ACR ; EMVO (EMVOD). – IV. NICHINA ; EP (PE). – V. HEMON ; NO. – VI. TRAVERS ; T.D. (DUGUAY-TROUIN). – VII. AUBERT ; E-SE. – VIII. ET. – IX. LA ROUERIE. – X. ENOUET ; ERE. – XI. SEZ ; FERRON.

Verticalement : 1. CONNETABLES. – 2. OC ; RU ; ANE – 3. ACHAB ; ROZ. – 4. COCHEVELOU. – 5. ARRIMER ; UEF (FEU). – 6. RA ; NORT (TRON) ; ETE. – 7. NTEANS (NANTES) ; ER. – 8. EEM (MEE) ; ETIER. – 9. AUVENTS ; ERO. – 10. UROPODES ; EN.

Concours de BD

Dans le cadre du **Festival de Bande Dessinée** de Perros-Guirec qui aura lieu les **15 et 16 avril**, est organisé un «concours Jeunes Talents» qui s'adresse à tous les jeunes dessinateurs de plus de 17 ans n'ayant jamais été publiés.

Le premier prix est la publication de la planche gagnante dans le journal «Ouest-France».

Dernier délai pour participer : le 10 mars 2000, les planches devant être adressées au service animation de la mairie de Perros-Guirec avant cette date.

Règlement du concours : tél. 02.96.49.02.45.

Danses bretonnes

«Telenn», la confédération des associations de culture bretonne de **Saint-Brieuc** organise le **26 mars**, à la salle Robien, dans le cadre d'un grand fest-deiz la troisième édition du **CONCOURS INDIVIDUEL DE DANSES BRETONNES POUR ENFANTS.**

Le concours propose cette année deux danse : la ronde de Loudéac (Haute-Bretagne) et le plin (Basse-Bretagne).

Les enfants danseront par âges : 7-9 ans, 10-12 ans et plus de 12 ans. Les moins de 7 ans (hors concours) pourront danser la «Fougères».

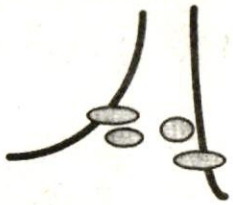
Contacts et pré-inscriptions : Nolwenn Rio, tél. 02.96.94.19.18.

Cinéma

L'association «Eost» qui anime la commune de **Telgruc (29)** organise le **vendredi 17 mars**, une soirée cinéma, avec le concours de la cinémathèque de Bretagne installée à Brest.

Au programme : un film-montage d'archives de Roland Savidan et Pierre Duclos : «Les pardons de Bretagne (1920-1970)» et un film d'amateur d'une heure sur les corsos fleuris de Telgruc de 1978 à 1990. Le tout, à 17 h et 20 h 30, à la salle Paul Le Flemm de Telgruc.

Stages de breton



Les stages Roudour de langue bretonne sont basés sur des journées de 7 h, divisées en 4 modules. Ce travail intensif permet d'acquérir rapidement des automatismes.

Les stages sont de plusieurs niveaux et coûtent 1.100 F la semaine.

Roudour vous propose d'effectuer un test de niveau préalable. A demander par téléphone.

En mars : stages à Quimper, du 6 au 10, et à Huelgoat du 13 au 17, du 20 au 24 et du 27 au 31.

Tél. 02.98.99.75.81.

Le Théâtre National Portatif de Jean Kergrist possède désormais son site sur le web.

En voici l'adresse :

http://perso.wanadoo.fr/kergrist/

Carnet d'adresses

L'association «Ti ar Brezhoneg», qui propose aux bretonnants de la région parisienne un endroit où se rencontrer, boire un verre et causer breton chaque lundi soir, de 19 h à 22 h, signale sa nouvelle adresse.

Elle est désormais domiciliée à la

Mission bretonne,

Ti ar Vretoned,
22 rue Delambre,

dans le 14e arrondissement.

Festoù noz

Le 4 mars, à Nantes

Le muscadet-sur-Lie, nouveau millésime arrive. Pour fêter cela comme il se doit, «Bretagne Plus» organise un fest-noz aux Salons Mauduit, avec les groupes Loened Fall, Emsaverien et Passive Duo.

Pour le seul fest-noz, le prix d'entrée est fixé à 40 F. Pour participer au repas de poisson qui précèdera le fest-noz, il vous en coûtera 90 F.

Réservation : tél. 02.40.94.32.95.

●

Le 11 mars, à Bannalec (29)

Le comité de soutien à l'école Diwan de Bannalec organise à la salle des fêtes, à partir de 21 h, son 19e fest-noz Pilhoù.

Soirée déguisée avec Re An Are, Elian Paddy et Bep. Prix : 35 F.

Les bénéfices seront réversés à l'école Diwan de Bannalec.

●

Le 27 mars, à Douarnenez

Fest-noz des classes bilingues de Douarnenez, organisé par l'association Divyezh.

●

La Maison des Jeunes et de la Culture de **Corps Nuds (35)** organise un fest-noz, le **samedi 8 avril** (salle des sports), avec les groupes Diwal et Gwenvidik et les musiciens du Cercle Celtique de Rennes.

Kan ha diskan

Le centre culturel breton «An Oaled», à **Tréglonou**, propose un stage de Kan ha diskan, «Dañs Bro Leon», le **dimanche 19 mars**. Stage encadré par Marie-Thérèse Calvez et Yann-Ber Premel.

Renseignements et inscriptions : tél. 02.98.04.07.04.

Réunions publiques

SUR LA TCHÉTCHÉNIE

Le 15 mars, à 20 h 30,
à Quimper,
aux halles Saint-François.

♦

Le 16 mars,
à Lorient.

Le lieu et l'heure seront indiqués dans les quotidiens.

♦

Ces deux réunions seront animées par Isabelle Astigaraga, journaliste, auteur de *«Tchétchénie, un peuple sacrifié»* aux éditions de l'Harmattan.

●

FORUM BREIZH 2001
du Pays de Brest

Le 31 mars, à 20 h,
à la faculté Victor-Segalen,

une conférence-débat sur un thème crucial pour les habitants de la région brestoise : «Arsenal et avenir portuaire de Brest».

Soirée gratuite, ouverte à tous.

Renseignements : 02.98.42.28.72.

Conférences

«Bretagne Plus» organise, à Nantes (Espace J. Deny, 24 quai de la Fosse), un cycle de conférences animées par des auteurs de livres récents :

▼ **Le vendredi 10 mars** : *«Le Sel de Bretagne : histoire et économie»*, par **Gildas Buron.**

▼ **Le vendredi 24 mars :** *«Parlés locaux et français dans la région nantaise»*, par **Philippe Blanchet.**

▼ **Le vendredi 31 mars :** *«Deux sources de l'Histoire de Bretagne»*, par **Christine Kerboul-Vilhon.**

Offre d'emploi

Le Centre An Oaled, à Tréglonou, recherche des **animateurs et directeurs pour ses centres de vacances d'été.** La pratique de la langue bretonne est demandée. Lettre et CV sont à expédier à : An Oaled, 14 rue de la Mairie, 29870 TREGLONOU.

«C'est avec un vif intérêt et plaisir que je reçois chaque mois votre journal, que je trouve très bien fait (...). Merci de tous vos efforts afin de faire bénéficier le plus grand nombre de lectures intéressantes et que l'on ne trouve pas dans les librairies traditionnelles. J'aurai une petite remarque sur le contenu du journal à faire ; il s'agit de la rubrique «Peuple du Monde» : je trouve que ces derniers mois, nous n'avons plus beaucoup d'échos des autres peuples et cela m'attriste un peu, car ce qui fait votre différence, c'est bien l'intérêt que vous portez aux autres. Il est vrai que les pages «Musique» laissent une part importante aux musiciens d'ailleurs. Mais des nouvelles politiques de ces peuples seraient les bienvenues. Merci d'avance (...)».

Omar B.,
Rennes

Il est vrai que ces derniers mois nous avons, un peu, délaissé les échos et les brèves. Mais c'était volontaire parce que nous pensions que privilégier des études ou des reportages un peu fournis - qu'on ne trouve pas ailleurs (Pays de Galles, Euzkadi, Corse, Djibouti, Kosovo, Turquie, Timor, Catalogne, Irlande, Congo...) était préférable à la publication de nombreuses petites notes, forcément rapides, sur l'étranger. Mais nous allons essayer de tenir compte de votre amicale remarque et nous efforcer de ne pas oublier la variété.

«Une idée me turlupine depuis un moment. Elle a été réactivée par le récent rapport de la Cour des comptes sur la gabegie de l'appareil d'Etat. C'est la nécessité d'une étude poussée sur les profiteurs du centralisme à la française. La difficulté de réformer l'Etat-Nation est loin – à mon avis – d'être seulement idéologique, mais repose en grande partie sur la défense d'une véritable couche sociale qui profite et qui vit du système étatique actuel, dans la mégapole parisienne mais aussi sur l'ensemble de la France, à travers la fonction publique notamment, et dans le monde politique qui en est souvent issu comme le montre la composition de l'Assemblée nationale, par exemple».

Loeiz K.,
Plonéour-Lanvern (29)

«Je tiens à accompagner ma demande de réabonnement au «Peuple Breton» d'un salut fraternel. Lecteur assidu de votre magazine depuis plusieurs années, je fais partie de ces nombreux Basques qui connaissent (un peu) et qui aiment (passionnément) la Bretagne.

Co-rédacteur de «Lema» et membre du Parti nationaliste basque (EAJ-PNB), j'ai eu la chance de croiser quelques-uns des dirigeants et militants de l'Union démocratique bretonne (UDB), toujours avec le plus grand plaisir.

J'éprouve une véritable admiration pour l'engagement démocratique sans faille de l'UDB, pour son militantisme de terrain, pour sa foi dans la Bretagne et dans l'Europe. Et je crois profondément que son enracinement dans la vie locale et nationale bretonne lui donnera un jour toute la place qui lui revient. Nous n'oublions pas d'ailleurs les dizaines de milliers de voix obtenues en 1998 lors des élections régionales sur l'ensemble de la Bretagne historique. Un bel exemple de persévérance et de pénétration démocratique qui commence à porter ses fruits.

J'en profite également pour remercier l'équipe du «Peuple Breton» pour le sérieux de son mensuel. J'imagine, tout comme mes amis de «Lema», tout le travail que représente un tel magazine. La grande rigueur des articles, en particulier les articles de réflexion, et l'humour de plusieurs rubriques, font honneur à toute la rédaction.

Un remerciement également pour les pages culturelles (et notamment les nouveautés musicales et littéraires) qui doivent intéresser bien du monde au-delà des sympathisants de l'UDB. Et, bien sûr, un bravo spécial pour la page «Disques d'Euzkadi» qui ne peut que renforcer la compréhension mutuelle entre nos deux peuples. «Bon vent pour l'an 2000».

Manuel Vaquero
Urrugne (Euzkadi)

Merci beaucoup ami et confrère. A propos des disques basques que nous voulons faire apprécier en Bretagne, le disquaire Jakez Le Souef, à l'enseigne du «Chant de l'Alouette», place Sainte-Anne à Redon, en Haute-Bretagne, vend des CD basques. Une adresse à faire connaître.

PETITES ANNONCES

Nous ouvrons désormais une rubrique de petites annonces à tarif unique : 60 F (par chèque, avec l'annonce). Pas plus de 8 lignes de texte.

«Je tiens à réagir à la réponse que vous me faites concernant la citoyenneté bretonne dans le n° 433 du ***Peuple Breton****.Je reprends ce que vous m'écrivez, que la nationalité bretonne relève d'un choix personnel, que l'on soit né ou non de parents bretons (...) être Breton (...) c'est le choix du cœur. Que signifie pour vous être né de parents bretons, si être Breton n'est qu'un choix de cœur ? Je pense qu'en écrivant cela, il y a autre chose de plus profond que vous ne voulez pas accepter, de peur de vous contredire. Etre Breton, c'est plus que d'avoir un lieu de résidence principale situé en Bretagne et d'y payer ses impôts , n'est-ce-pas ?*

Mais (...) jusque-là, nous sommes d'accord, sauf que nos points de vue divergent lorsque vous refusez de donner la citoyenneté bretonne aux Bretons expatriés. Car, j'en suis certain, une majeure partie d'entre eux ont quitté la Bretagne à contre cœur pour obtenir un emploi ; car les Bretons font des études de haut niveau et ont des difficultés pour trouver des entreprises correspondant à leur métier, vous le savez !

Et je lance un appel à ces Bretons du monde, pour qu'ils ne restent pas silencieux et donnent leur avis sur ce sujet très grave (...)

Ainsi vous donnerez la citoyenneté bretonne, si on va au pire, aux «jacobins retraités» qui sont venus s'installer dans notre pays, parce qu'ils payent des impôts en Bretagne. Ils viennent chez nous, non pas pour notre culture (...) et encore moins pour notre langue ! Ils viennent pour le calme, la mer, nos plages (...). Il est vrai que, eux, vont payer des impôts en Bretagne et que nous, Bretons de cœur et expatriés, ne pouvons le faire. Car nous n'avons le choix que de payer (là) où nous résidons principalement. Malgré cela, nous aimons notre pays plus que les «jacobins retraités». A notre manière, nous aidons la Bretagne : (...) mon salaire est viré dans une banque bretonne et je pense que je ne suis pas le seul à agir ainsi.

L'U.D.B. se bat pour notre culture et j'en suis ravi. Mais s'est elle posé la question suivante : comment vont voter les «jacobins retraités», concernant, par exemple, la langue bretonne, sujet difficile avec l'Etat français ? Mais la force de la Bretagne est avec des Bretons de cœur, même émigrés ! Alors, écoutez les vôtres et accordez aussi la citoyenneté bretonne à nous autres, les Bretons du monde. Kenavo.»

Thierry Landrein
Douai (59)

*«A la lecture de «Pobl Vreizh» de novembre 1999, un détail attire mon attention. Le statut particulier (****proposé par l'UDB****), dans le domaine de la citoyenneté bretonne, m'inquiète. Je n'ai pas eu la chance de naître en Bretagne et je n'y réside pas pour des raisons professionnelles. Je ne peux donc pas prétendre, dans un quelconque avenir, acquérir la citoyenneté bretonne.*

Pourtant, je me sens breton. J'acquiers petit à petit sa langue. Mes auteurs préférés sont bretons ; mes enfants portent des prénoms bretons et je défends ma culture, ma différence dès qu'on les attaque. Suis-je devenu, comme les autres «expatriés», un Breton de deuxième choix ?

Pour vous convaincre, s'il en était besoin, de mon intérêt pour vos légitimes revendications, je m'abonne. Merci».

Laorans Perennec,
Le Havre (76)

La réponse faite à M. Thierry Landrein dans le Peuple Breton de janvier ne l'a pas satisfait. M. Perennec, Breton émigré au Havre, reproche à l'UDB de faire des Bretons expatriés des Bretons de «deuxième choix».

Nous n'avons pas la prétention de les convaincre du bien fondé de notre démarche, car nous sommes conscients de bousculer de mauvaises habitudes. Au fond, ce que MM. Landrein et Perennec reprochent (gentiment) à l'UDB, c'est de ne pas vouloir reproduire à l'échelle de la Bretagne le modèle jacobin français où nationalité et citoyenneté sont confondues, de telle façon que le droit de vote et l'éligibilité y découlent non pas de la résidence en France mais de la possession de la nationalité française. Nous avons le souci de nous affranchir du modèle jacobin et c'est ce que MM. Landrein et Perennec nous reprochent. Paradoxal...

Au risque de nous répéter, nous ne prétendons pas, à l'UDB, dire qui est Breton et qui ne l'est pas. Pour paraphraser Morvan Lebesque, être Breton de cœur ou de culture relève d'un choix personnel. Mais, ici, nous parlons de citoyenneté. En fondant le droit de vote et l'éligibilité en Bretagne non pas sur une ascendance bretonne mais sur le fait de résider en Bretagne et d'y payer des impôts, directs ou indirects, lesquels permettent à la Bretagne d'investir pour son avenir, nous avons souhaité débarrasser la citoyenneté de toute référence héréditaire. Ce faisant, nous mettons aussi en évidence le fait que la France, contrairement à ce que toute la classe politique jacobine peut raconter, applique le droit du sang puisqu'un enfant de «nationaux» français résidant à l'étranger peut voter en France tandis qu'un «étranger» qui réside en France, même depuis trente ans, n'en a pas le droit, pas même aux élections municipales...

Il est clair que l'UDB ne veut pas qu'une Bretagne dotée d'un statut particulier reproduise ce modèle français. Nous ne voulons pas d'une Bretagne jacobine.

«Les Bretons de Loire-Atlantique ont besoin du soutien des Bretons des quatre autres départements bretons pour lutter contre la propagande des «Pays de Loire». Trugarez deoc'h».

Fabrice L.M.,
Brains (44)

«Kas a ran deoc'h ur chekenn evit bezan koumanantet en-dro. N'eus-ket diplijus tamm ebet da lenn «Peuple breton / Pobl Vreizh»! Agalon ganeoc'h.»

P.Y.V.,
Kemper

«L'article de Jean-Do Robin, à propos de Roparz Hemon, dans le Peuple Breton de février, est tout à fait remarquable. C'est à mon avis l'un des meilleurs papiers, peut-être même le meilleur, depuis que je suis lecteur du «Peuple Breton».

R.D.
Brest

Peine à suivre

J'en ai un peu assez de faire ce billet presque chaque mois, non pas que ça me déplaise de dire des c..., mais parce que je comprends de moins en moins le monde qui m'entoure. J'ai pourtant eu tous mes examens du premier coup. Certificat d'Etudes Primaires, avec un couplet de la Marseillaise, Permis de Conduire et Permis de Construire. Avec cela je comprenais bien Albert Camus quand il écrivait : "La tentation la plus dangereuse est de ne ressembler à rien". J'ai essayé de m'en sortir, mais depuis quelques années ça se gâte.

Je ne comprends pas quand on m'explique sur Antenne 2 que Jörg Haider est un gros vilain, avec pour preuve le fait qu'il ferme les écoles bilingues dans sa région de Carinthie tandis qu'ici ce sont les bons républicains qui empêchent de les créer à l'Hôpital-Camfrout.

Je ne comprends pas que l'ex-super préfet de Paris et de l'Ile-de-France, le meilleur de l'hexagone quoi, ait été choisi comme chef de cabinet par Dominique Voynet après un long entretien fort cordial, et qu'il a finalement choisi d'aller exercer ses talents chez Jean-Pierre Chevènement sur le même poste. Comment peut-on être aussi interchangeable et se plaire dans tous les cabinets ?

Je ne comprends pas qu'on n'ait pas dispersé les cendres de la vache ex-folle de Pontivy au-dessus de l'Erika. C'était un bon moyen d'absorber une partie des fuites qui n'existent pas.

Je ne comprends pas que le futur ex-maire de Quimper trouve que le dialogue est engagé entre Diwan et l'Etat dans un esprit républicain. C'est-à-dire «qu'à législation constante», comme on dit maintenant, Diwan pourrait très bien s'y dissoudre en gardant sa personnalité. Ca me paraît dangereux comme dirait l'Albert ci-dessus. Il y verrait l'avenir de l'école bretonne aussi limpide que celui d'une poule dans un élevage de renards.

La seule chose que je comprenne bien c'est que Roland Dumas, 3e personnage du même Etat républicain et tout et tout, est resté Président du Conseil Constitutionnel jusqu'à hier, mais en congé s'il vous plaît, malgré ses ennuis judiciaires. Comment aurait-il payé son avocat autrement ? Il en aurait été réduit à fonder un syndicat de défense avec l'ex-préfet de Corse, ou à demander l'aide de **Skoazell Vreizh.** Payé et en congé, il a eu le temps de préparer sa défense lui-même et d'apprendre des chants de marins comme «**L'était une frégate mon gars, l'était une frégate...**». D'autant que ses ex-copains, déclaraient que son absence ne changeait rien et que ledit Conseil fonctionnait bien depuis sa mise en congé. Sympas non ?

AL LOUARN

PEUPLE BRETON SERVICE

A notre local de Saint-Brieuc, Sylvie assure à mi-temps le secrétariat du ***Peuple Breton***. Ses permanences ont lieu :

Lundi et Vendredi :
de 9 h à 11 h 30 / 14 h à 16 h 30
et le mardi de 14 h à 18 h

Si vous avez besoin de précisions sur votre abonnement, envie de renseignements divers, ou simplement des demandes, des propositions ou des suggestions à formuler, n'hésitez pas à appeler

Tél. / fax / répondeur :
02 96 61 54 11

ATTENTION

Places de concert gratuites



Photo Le Peuple Breton

Le Peuple Breton proposait, le mois dernier, des billets gratuits pour la tournée de Carlos Nunès et des Triskell. Mais cette tournée est annulée pour des raisons techniques. Toutes nos excuses.

Cependant, les gagnants n'auront pas tout perdu, car leurs entrées resteront valables lorsque la tournée sera reprogrammée.

Nous conservons les noms et adresses des gagnants que nous aviserons personnellement le moment venu.

Abonnez-vous au Peuple Breton

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

● Souscrit un abonnement ❑
un réabonnement ❑

– tarif normal : 200 F
– tarif de soutien : à partir de 220 F
– étranger : 240 F et plus
– étranger par avion : 270 F et plus
à partir de N° inclus

● Prélèvement automatique mensuel
❑ minimum 20 F
❑ de soutien : 23 F - 25 F - 35 F
(Joindre un relevé d'identité bancaire)

● **Ci-joint le règlement par :**
❑ **chèque postal**
❑ **chèque bancaire**
❑ **mandat-lettre**
à l'ordre du
"Peuple Breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76

Musiques de Celtie : Pays de Galles

GWERINOS - LLEUAD LLAWN. (Sain Records SCD 2221 - Celtic Distribution.)



Je vous avais déjà parlé d'eux l'an dernier. Revoici le groupe Gwerinos avec un nouvel opus (leur troisième), intitulé **Lleuad Llawn** *(Pleine lune)*.

Une petite explication à ce titre, qui fait référence au fait que les membres du groupe deviennent fous ou dépressifs en période de pleine lune. C'est eux-mêmes qui le disent.

Et c'est vrai que sur tout l'album flotte comme un parfum de folie ou d'originalité. La plupart des morceaux sont l'œuvre de Tudur Huws Jones le leader du groupe, ou d'Emlyn Roberts le guitariste. Seulement trois traditionnels, et encore, bien revus et corrigés façon Gwerinos, et dégageant une vitalité surprenante.

Depuis leur précédent album, au gré de leurs tournées, ils ont laissé des musiciens en chemin, en incluant d'autres, mais le noyau originel du groupe est resté le même, et nous retrouvons avec plaisir ce septet de musiciens déjantés, face à qui les trads purs et durs n'ont qu'à aller se rhabiller. Original et décapant.

PIGYN CLUST - OTITIS MEDIA. (Sain Records SCD 2191 - Celtic Distribution.)

Formé il y a cinq ans à l'occasion du festival du Cnapan, à Ffostrasol dans le sud-ouest du Pays de Galles, le groupe Pigyn Clust (*Maux d'oreilles* en gallois), a depuis acquis une renommée certaine qui les a vus se produire sur de nombreuses scènes, et dans plusieurs autres festivals gallois.



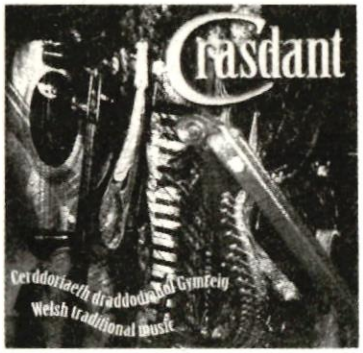
Vivant tous autour de Caernarfon dans le nord, les membres de Pigyn Clust ont gardé le statut d'amateurs, et ils exercent tous diverses professions en dehors de la musique.

Otitis Media est donc leur premier album, et il est composé principalement de morceaux traditionnels et de chansons, en gallois, ça va de soi. Seule exception, une chanson due au talent de deux membres du groupe, Myrddin Ap Dafydd et Endaf Ap Ieuan.

A compositions traditionnelles, accompagnement acoustique oblige. Les instruments utilisés sont la guitare, la harpe, le bouzouki, le violon et les pipes. Et la voix claire et expressive de Ffion Haf ajoute une fraîcheur particulière à l'ensemble de l'album.

Pigyn Clust, un groupe bien mal nommé, et à cent lieues de Gwerinos précédemment cité.

CRASDANT. (Sain Records SCD 2220 - Celtic Distribution.)



Voici encore un premier album pour un groupe récemment constitué. Pourtant les membres de **Crasdant** sont loin d'être des novices en la matière, puisque chacun de ses quatre instrumentistes a déjà une longue carrière musicale derrière lui.

Le leader n'est autre que Robin Huw Bowen, le plus célèbre joueur de harpe galloise, qui a composé près de 200 hornpipes, et a eu une influence notable sur nombre de groupes gallois actuels. Stephen Rees, fiddler et accordéoniste, a été par le passé membre du groupe Ar Log qui a accompagné le chanteur Dafydd Iwan. Quant à Huw Williams qui joue de la guitare, c'est également un spécialiste reconnu du *"clog dancing"* sorte de danse sautée avec des sabots de bois, propre au Pays de Galles, et que l'on peut entendre sur trois morceaux.

A noter aussi l'emploi par Andy McLaughlin, le flûtiste, du *"pibgorn"*, sorte de bombarde, dont le pavillon n'est autre qu'une corne de bovin.

Depuis la renaissance de la musique traditionnelle galloise, dans la première moitié du XX[e] siècle, l'accent avait surtout été porté en direction du chant. Les chœurs gallois sont aujourd'hui très renommés. Depuis quelques années on assiste à une redécouverte de la musique instrumentale galloise, qui faisait jusque-là figure de parent pauvre.

Crasdant est la preuve vivante que ce renouveau est sur la bonne voie. Et qu'il s'agisse de morceaux traditionnels ou d'airs nouvellement composés, tout sur cet album est d'excellente qualité.

CORAU'N CANU GWERIN. (Sain Records SCD 2235 - Celtic Distribution.)



Et pour finir, je ne saurais vous quitter sans citer un album de ces magnifiques chœurs d'hommes gallois.

Il est très difficile de dire précisément à quand remontent les chansons qui composent cet album. Certaines d'entre elles sont très vieilles, et elles attestent de la vie rurale ou dans les mines de charbon.

Les chœurs gallois font partie de la culture du pays, et bien qu'ils aient été florissants avec le développement de l'industrie minière du charbon ou de l'ardoise, cette tradition a survécu au déclin de celles-ci.

Sur le présent album vous retrouverez plusieurs des chorales les plus renommées du Pays de Galles, que ce soit celles de Caernarfon, de Pontarddulais ou encore Penrhyn. A écouter avec recueillement.

Philippe COUSIN

Selaouit

par Pierre Morvan

Melaine FAVENNEC : «Nos îles, nos amours » (L'Oz Production, Breizh Diffusion, L'OZ 27)



Histoires d'îles, histoires d'elles... de sa voix si particulière, un peu voilée, Melaine Favennec chante à sa manière son amour de l'amour et des îles bretonnes. Ouessant, Sein, Belle Ile, Bréhat... le poète sait trouver les images pour dire ces paysages fabuleux qui surgissent au ***«petit matin, dans la brume»***, les roches roses et ***«la rouille des fougères»***, bref, «l'ampleur de son pays», ce ***«millénaire vaisseau de pierre»***...

Avec ***«Mor Bihan»***, litanie de noms qui respirent l'âme d'ici, les embruns, les tempêtes, et les marins qui les affrontent, Melaine chante une Bretagne qu'il n'imagine pas (pas encore...) livrée aux armateurs, aux affréteurs, aux requins... Avec ***«A presqu'entendre»***, il s'abandonne: ***«Ecoute comme j'ai dormi contre toi ma jolie »***... Mots d'amours, amour des mots, et puis aussi ces accents de guitare si reconnaissables du directeur artistique, Dan ar Braz lui-même. De l'excellent Melaine Favennec.

TAYFA : « Assif » (Sony Music, GRI 19124 2)



C'était il y a quelques jours sur France Inter. Albert Meslay[2], humoriste briochin à la verve pince sans rire, nous avouait son goût pour les ***« musiques du Monde »***. ***« Il faut dire,*** ajoutait-il, ***que je n'en connais pas qui viennent d'autre part »***. Une manière bien à lui de se moquer d'un étiquetage qui, à la réflexion, ne signifie pas grand-chose. Cela dit, mesurez la difficulté de celui qui doit qualifier la musique d'un groupe comme Tayfa, lequel mélange allégrement rythmes kabyles et sonorités bretonnes, quand ce n'est pas l'inverse. D'où vient donc cette musique, qui n'annonce pas une seule couleur, mais plusieurs, et sans complexe ? Du Monde, assurément, et ce n'est certainement pas Albert Meslay qui me contredira...

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date la rencontre entre Bretagne et Kabylie. Souvenez-vous d' « Acawi », l'andro kabyle des Bleizi Ruz, ou d'Idir, chantant avec Stivell ou, plus récemment, avec Gilles Servat. Mais Tayfa, né de la séparation du groupe météore Penfleps[3] qui a aussi enfanté de Red Cardell, va bien au-delà d'une simple rencontre de circonstance et, fort d'affinités dûment constatées, construit un véritable raï britto-kabyle, aussi à l'aise en babouches qu'en botoù-koat.

Enrichi de la présence de l'ancien talabarder d'Ar Re Yaouank, David Pasquet et de celle de quelques amis de passage – Ronan Le Bars, Loïc Guéguen ou Alain Genty – le groupe de Farid Saft Siameur n'a pas besoin de forcer la note pour lancer son message de paix, de tolérance, d'amitié. Ainsi avec « Timeslayin » (« Langues ») : ***«Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit / Libres également d'être différents (...) »***. D'être différents et ensemble, pourrait-on ajouter. Taÿfa ? Un défi au racisme, à « tous les racismes », y compris celui qui sévit dans les colonnes de Charlie Crado.

L'HIVER DES OISEAUX



« L'argent recueilli par la vente de ce disque sera remis au Comité des Pêches Maritimes de Brest et à la Société Ecologique pour la Protection de la Nature »... C'était en 1978, juste après le naufrage de l'Amoco et le disque vinyle en question, qui rassemblait (déjà) nombre d'artistes bretons, reprenait en titre cette chanson de Glenmor . « Ils se meurent nos oiseaux »...

Qui aurait pensé que vingt ans plus tard reviendrait comme en écho ce stick collé sur un boîtier de CD : « 100 % des bénéfices reversés pour la sauvegarde des oiseaux » ? On ne peut que le vérifier : du vinyle au disque compact, le progrès est bien mince !

Lancée par Ronan Manuel, bien connu des lecteurs assidus de Selaouit, et soutenue à la fois par « Adsa », bimestriel culturel, et par les stations décentralisées de Radio France, l'idée de réaliser une compilation dont les bénéfices de la vente seraient reversés à la LPO et à la SEPNB, qui se consacrent au sauvetage des oiseaux mazoutés après le naufrage de l'Erika, a fait rapidement son chemin. Des artistes bretons, et non des moindres (Stivell, Tri Yann, Mélaine Favennec, Manu Lann Huel, EV, Soldat Louis...) ont accepté de céder un titre. D'autres (Red Cardell, Didier Squiban...) proposent même des inédits, la palme, si vous me pardonnez l'expression, revenant au Cri du Cru[1], qui a détourné un vieux tube d'Elmer Foot Beat, « Daniella » « Moi ce que je n'aime pas chez Erika, C'est que l'on s'en met plein les doigts... ». Du meilleur goût, comme chez Total...

Voilà donc une bonne action, qu'il est très facile d'accompagner, en achetant le CD, tout simplement (100 F). Un dernier conseil cependant, méfiez-vous des imitations, même si elles vous sont présentées sous la forme d'un démarchage télévisuel abusif.

« TERRES IRLANDAISES » : (Keltia Musique, KMCD 99)

« SAINT PATRICK'S DAY » : (Sergent Major Company, SCM 150002)



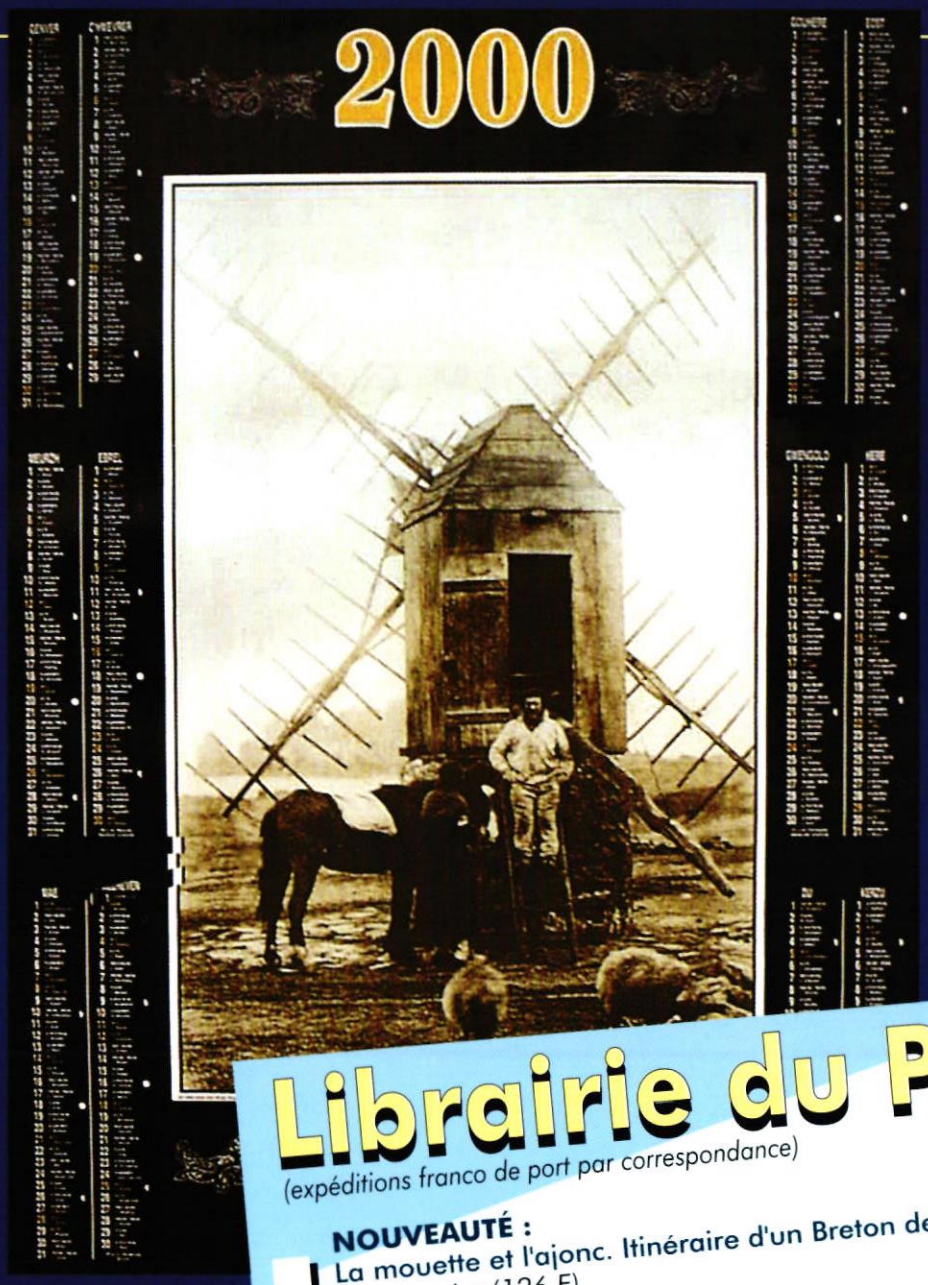
Vous connaissez certainement le célèbre dicton coluchien, ***« Neige en novembre, Noël en décembre »***... Il est désormais permis d'y ajouter ***« Et Saint Patrick en mars »***, tant la fameuse fête irlandaise est entrée dans les mœurs, y compris de ce côté-ci de la Manche et jusque dans le plus petit bistrot des quartiers bretons de Paris.

Ce PB de mars est donc l'occasion pour nous de vous présenter deux CD parus il y a déjà quelques mois. Le premier, en fait un double album sorti chez Keltia Musique, reprend la BO d'une série diffusée sur la BBC, ***« Bringing It All Back Home »***. Il regroupe une foule de musiciens et chanteurs, connus (Donal Lunny, Sharon Shannon, Liam O'Flynn, Davy Spillane, mais aussi Elvis Costello, Dolores Keane, Emmylou Harris...) ou non, et s'attache à montrer la richesse d'une musique faite de multiples rencontres et d'influences partagées.



Le second CD, qui, de Capercaillie à Fairport Convention en passant par Diwall, rassemble une affiche un tantinet bizarre vu son titre, ***« Saint Patrick's Day»***, présente surtout l'intérêt, à travers un livret d'une dizaine de pages, de nous faire faire plus ample connaissance avec ledit St Patrick, qui a quand même – aurait-on tendance à l'oublier ? – été à l'origine de la christianisation de l'Irlande. Et après tout, mieux vaut connaître ses saints pour les honorer. Ou pas.

(1) PB n° 433, janvier 2000
(2) PB n° 326, février 91
(3) PB n° 331-332, juillet-août 91



Librairie du PB

(expéditions franco de port par correspondance)

NOUVEAUTÉ :

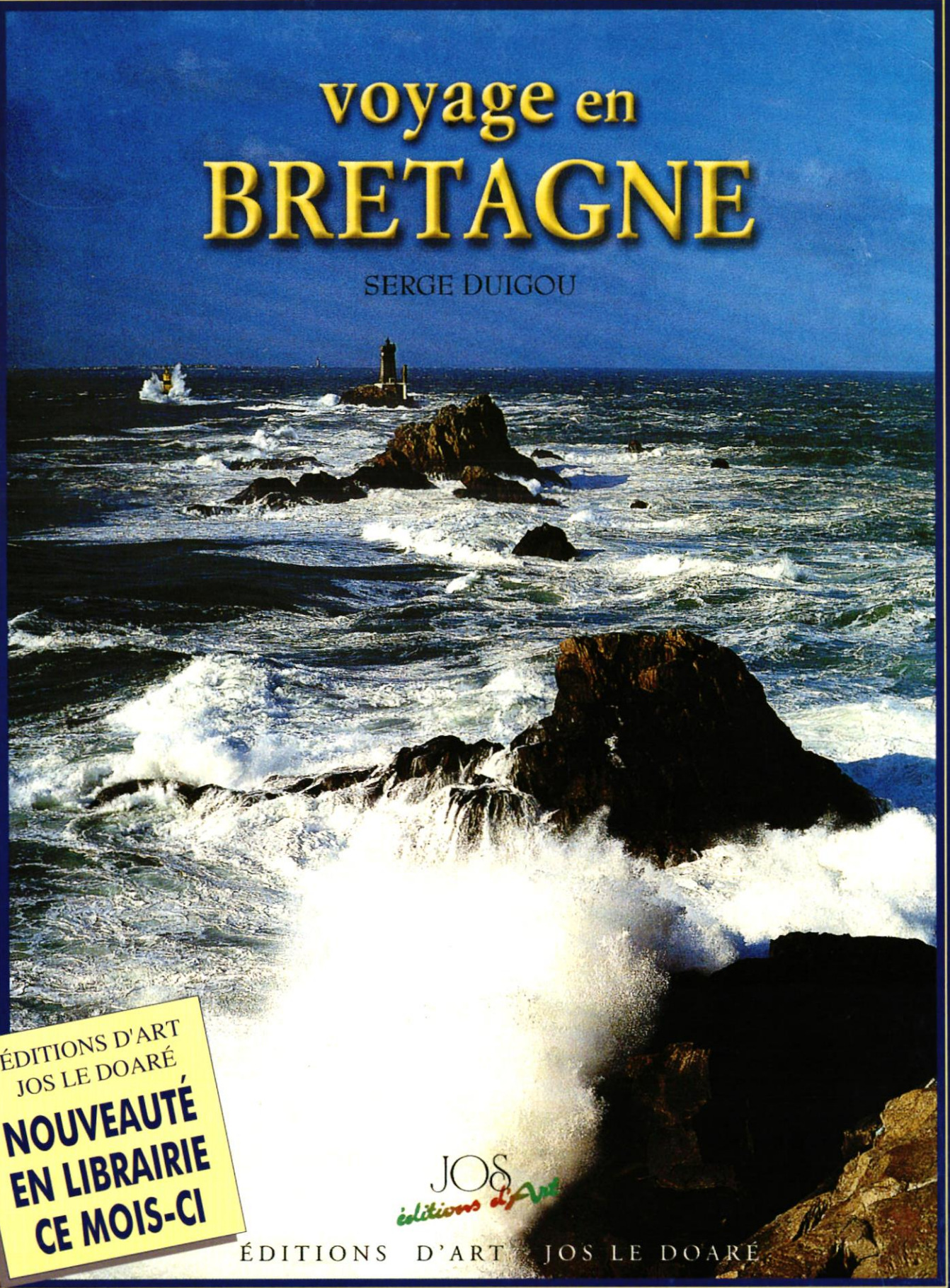
- **La mouette et l'ajonc. Itinéraire d'un Breton de gauche**
  J.J. Monnier (126 F)
- **Histoire de l'Union Démocratique Bretonne**
  J.J. Monnier (48 F)
- **Autocollant Peuples d'Europe, avec 18 noms et drapeaux**
  (10 F le 1er, 6 F par exemplaire en plus)
- **La Bretagne et les problèmes écologiques**
  L. Le Bec (38 F)
- **Le Breton, jeunesse d'une vieille langue**
  F. Morvannou "Tout sur le Breton ou presque" (51 F)
- **Les Bretons et la révolution. Elans et déceptions**
  J.C. Cassard, L. Le Bec, J.J. Monnier (20 F)
- **Enezenn an Envor**
  Fanch Peru (63 F)
- **Le statut particulier de la Bretagne**
  UDB (40 F)

Bon de commande à recopier ou à découper. Cocher les livres choisis
Règlement par chèque à joindre à l'ordre du :
PEUPLE BRETON, 9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC

Calendrier 2000
50 F
(franco de port)

voyage en BRETAGNE

SERGE DUIGOU



ÉDITIONS D'ART
JOS LE DOARÉ

NOUVEAUTÉ EN LIBRAIRIE CE MOIS-CI

JOS
éditions d'Art

ÉDITIONS D'ART JOS LE DOARÉ